

Charte des Bonnes Pratiques Professionnelles de la Centralisation d'OPCVM

Version V3 Mars 2010

Sommaire

1. INTRODUCTION	4
1.1. OBJECTIFS DE LA CHARTE ET PERIMETRE DE COUVERTURE	4
1.2. L'ACTIVITE DE CENTRALISATION D'OPCVM	5
1.3. PRESENTATION DES INTERVENANTS ET DE LEUR ROLE.....	5
1.3.1. <i>Le Centralisateur / Les co-centralisateurs</i>	5
1.3.2. <i>L'émetteur d'ordres</i>	6
1.3.3. <i>Le Teneur de compte émetteur</i>	6
1.4. SCHEMA DE SYNTHESE DES PRINCIPAUX ECHANGES	7
1.5. PRINCIPES GENERAUX DE CONDUITE PROFESSIONNELLE	8
2. CHARTE DES BONNES PRATIQUES PROFESSIONNELLES DE LA CENTRALISATION D'OPCVM	9
2.1. PASSATION D'ORDRES.....	9
2.1.1. <i>Collecter les ordres et les inscrire en carnet dès réception</i>	9
2.1.2. <i>Informer le centralisateur de la référence de marquage</i>	10
2.1.3. <i>Assurer un contrôle des ordres reçus</i>	11
2.1.4. <i>Confirmer à l'émetteur d'ordres la prise en compte de l'ordre (« acquittement »)</i>	11
2.1.5. <i>Informer du résultat de la collecte</i>	12
2.1.6. <i>Valoriser les ordres dès connaissance de la Valeur Liquidative</i>	12
2.2. MARQUAGE DES ORDRES DANS LE CADRE D'UN ACCORD DE DISTRIBUTION OU DU MARQUAGE COMMERCIAL	14
2.2.1. <i>Définitions relatives au marquage des ordres</i>	14
2.2.2. <i>Nettoyage des référentiels d'accords de distribution</i>	15
2.2.3. <i>Engagements du centralisateur pour les accords de distribution</i>	15
2.3. ORDRES D'ANNULATION	16
2.4. INCIDENTS TECHNIQUES.....	17
2.4.1. <i>Principes définis</i>	17
2.4.2. <i>Ordres tardifs</i>	17
2.4.3. <i>Gestion des doublons</i>	18
2.5. REGLEMENT-LIVRAISON	19
2.5.1. <i>Unicité du délai de règlement-livraison au passif du fonds</i>	19
2.5.2. <i>Règlement-livraison des parts d'OPCVM admis en Euroclear France</i>	19
2.5.3. <i>Règlement-livraison des parts d'OPCVM non admis en Euroclear France</i>	20
2.6. TRAITEMENT DES ORDRES SPECIFIQUES	21
2.6.1. <i>Fonds à délai de règlement-livraison long</i>	21
2.6.2. <i>Ordres liés</i>	21
2.6.3. <i>Souscriptions par apport de titres et rachats par remboursement en titres</i>	21
2.6.4. <i>Rachats par remboursement en titres</i>	22
2.6.5. <i>Fonds au nominatif administré (dont FCPI, FCPR et FIP) « NOUVEAU »</i>	22
2.6.6. <i>Ordres en montants « NOUVEAU »</i>	26
2.7. REGULARISATIONS ET RETARDS DE DENOUEMENT.....	28
2.7.1. <i>Régularisations suite aux erreurs de traitement sur les caractéristiques</i>	28
2.7.2. <i>Régularisations suite aux erreurs de Valeur Liquidative</i>	28
2.7.3. <i>Retards de dénouement</i>	29
2.8. OST SUR FLUX.....	30
2.8.1. <i>Date de négociation</i>	30
2.8.2. <i>OST de Distribution en espèces</i>	30
2.8.3. <i>OST de Distribution en titres</i>	31
2.8.4. <i>Règles communes à tous les types d'OST</i>	31
2.9. TRAITEMENT DES DISSOLUTIONS DE FONDS	32
2.9.1. <i>Dissolution totale de fonds par rachat d'office</i>	32

2.9.2.	<i>Dissolution totale de fonds par OST</i>	32
2.9.3.	<i>Dissolution totale de fonds par indemnisation</i>	33
2.10.	CARACTERISTIQUES TECHNIQUES LIEES A LA PASSATION D'UN ORDRE	34
2.11.	CENTRALISATION DES FONDS ETRANGERS	35
2.11.1.	<i>Démarrage d'une activité sur un fonds de droit étranger</i>	36
2.11.2.	<i>Suivi de la décimalisation</i>	36
2.11.3.	<i>Prise d'ordres et règlement-livraison</i>	36
2.11.4.	<i>Traitement des coupons et opérations sur titres</i>	37
2.11.5.	<i>Traitement des transferts entre le Transfer Agent et Euroclear France</i>	37
3.	ANNEXES	39
3.1.	CONTENU D'UN ORDRE A COMMUNIQUER AU CENTRALISATEUR	39
3.2.	CONTENU D'UNE CONFIRMATION D'EXECUTION	41
3.3.	MODELE DE FICHIER NORME	43
3.3.1.	<i>Fichier données émetteur</i>	43
3.3.2.	<i>Code langue</i>	44
3.3.3.	<i>Code Pays</i>	45

1. Introduction

1.1. Objectifs de la Charte et périmètre de couverture

L'AFTI a souhaité mettre en œuvre une charte rassemblant les bonnes pratiques du centralisateur d'OPCVM et de l'émetteur d'ordre dans le cadre de la gestion du passif des OPCVM.

Cette charte répond à plusieurs objectifs :

- Eclairer les rôles et responsabilités des acteurs, et les liens avec les autres acteurs du métier des OPCVM ;
- Apporter un cadre normatif fondé sur les bonnes pratiques de la profession ;
- Harmoniser les pratiques entre intermédiaires financiers, afin de répondre aux évolutions du métier et de son environnement :
 - Développement de la distribution, notamment en architecture ouverte ;
 - Développement de la gestion et de la variété des produits ;
 - Standardisation des formats d'échange ;
 - Automatisation du routage des ordres ;
 - Réduction des risques opérationnels.

Cette charte doit servir de vecteur de communication des bonnes pratiques pour tous les établissements de la Place, qu'ils soient membres ou non du groupe AFTI Flux et Stocks OPCVM.

Les dispositions prévues dans cette charte complètent celles contenues dans le Règlement Général de l'AMF, par exemple concernant les processus de tenue de compte émission.

Cette charte couvre le périmètre suivant :

Types d'OPCVM	<ul style="list-style-type: none"> ▪ OPCVM français à vocation générale ▪ OPCVM Admis ou non en Euroclear France ▪ OPCVM français au nominatif ▪ OPCVM étrangers ▪ OPCVM français à vocation spécifique: FCPI, FCPR, FIP
Types d'ordres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Souscriptions et Rachats sans spécificité ▪ <u>Fonds Français</u> : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ordres spécifiques : Réinvestissement, Lié (cross), à préavis ▪ Ordres en devises ▪ Ordres en montants ▪ <u>Fonds étrangers</u> : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tous type d'ordres
Processus pour les ordres sur OPCVM de droit français	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Passation d'ordres ▪ Gestion des incidents ▪ Ordres d'annulation ▪ Ordres tardifs ▪ OST sur flux ▪ Gestion des accords de distribution ▪ Règlement-Livraison

	<ul style="list-style-type: none">▪ Régularisations▪ Fonctions de correspondant centralisateur
--	---

Les services à la société de gestion, et notamment la gestion des annonces de collecte ne sont pas couverts par ce document.

1.2. L'activité de centralisation d'OPCVM

La centralisation d'OPCVM consiste à assurer la réception centralisée, pour le compte d'un OPCVM, des ordres de souscription et de rachat des actions ou parts émises par cet OPCVM, à des fins de consolidation, d'information des parties prenantes à l'opération et de règlement-livraison.

Cette activité constitue la cheville ouvrière opérationnelle de la distribution des OPCVM, assurant la liaison entre :

- Les distributeurs qui assurent la commercialisation de l'OPCVM auprès des investisseurs finaux ;
- Les teneurs de compte / conservateurs ou donneurs d'ordres qui transmettent les ordres au centralisateur (éventuellement en provenance de distributeurs) ;
- La société de gestion de portefeuille qui assure la gestion financière ainsi que la gestion administrative et comptable des OPCVM ;
- Les administrateurs de fonds qui tiennent la comptabilité de l'OPCVM lorsqu'elle leur a été déléguée.

Les processus de centralisation constituent aujourd'hui une zone de forts enjeux stratégiques pour l'ensemble de la profession du fait :

- De la distribution élargie des OPCVM qui en fait le centre des mécanismes de commissionnement, au travers des exigences de marquage des ordres ;
- Du niveau élevé des volumes et des risques opérationnels et financiers associés, qui conduisent à l'automatisation des processus de routage.

1.3. Présentation des intervenants et de leur rôle

L'activité de centralisation d'OPCVM met en présence trois acteurs principaux, qui interagissent avec les autres acteurs du métier des OPCVM tels que les sociétés de gestion, les distributeurs, les dépositaires ou les administrateurs de fonds :

- Le Centralisateur / Les co-centralisateurs
- L'émetteur d'ordres
- Le Teneur de compte émetteur

1.3.1. Le Centralisateur / Les co-centralisateurs

Le centralisateur assure une réception centralisée des ordres de souscriptions et rachats émanant des donneurs d'ordres.

Le centralisateur prend en charge notamment les tâches suivantes :

- Assurer la réception centralisée des instructions de souscriptions et rachats. A ce titre, il assure en particulier le contrôle du respect :
 - de l'horaire de cut-off, des délais et dates de centralisation mentionnés dans le prospectus de l'OPCVM ;
 - des conditions tarifaires des droits d'entrée/sortie (maximum, minimum acquis à l'OPCVM). Dans le cas où aucun accord spécifique n'aura été signifié par la société de gestion au centralisateur, ce dernier appliquera les conditions maximum prévues dans le prospectus.
- Communiquer les informations relatives à la centralisation aux parties concernées, et notamment :
 - à l'émetteur d'ordres : communication, à la demande de l'émetteur d'ordre ou selon les reporting en vigueur entre émetteur d'ordre et centralisateur, des informations confirmant l'exécution des ordres.

1.3.2. L'émetteur d'ordres

L'émetteur d'ordres est l'entité qui, en bout de chaîne, transmet les ordres au centralisateur. Dans le cas des OPCVM admis en Euroclear France, les émetteurs d'ordres sont des intermédiaires financiers, adhérents en Euroclear France.

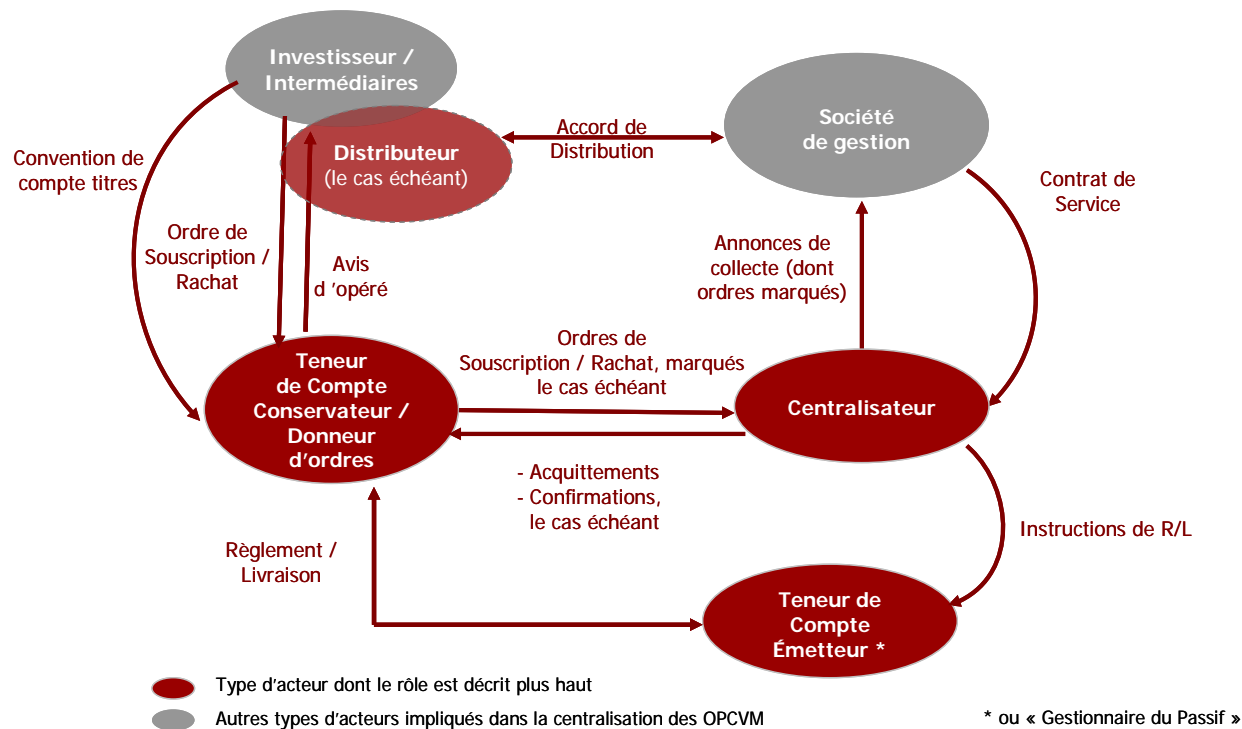
1.3.3. Le Teneur de compte émetteur

Le teneur de compte émetteur assure notamment les fonctions suivantes :

- Le règlement-livraison des souscriptions et rachats :
 - la création / annulation du nombre de parts en circulation ;
 - la justification du nombre de titres en circulation.
- Le service financier et d'information de l'émetteur :
 - service financier des titres : attribution à chaque titulaire, au vu des positions, de l'ensemble des droits résultant de leur détention (OST financières et non financières) ;
 - service d'information des titulaires sur la vie du titre d'une façon générale.

1.4. Schéma de synthèse des principaux échanges

Le schéma suivant récapitule les principaux échanges opérationnels et liens contractuels qui lient les différents acteurs dans le cadre de la centralisation des OPCVM.



1.5. Principes généraux de conduite professionnelle

Primauté de l'intérêt des porteurs

Le centralisateur doit agir dans le respect des exigences réglementaires et veiller à l'égalité de traitement entre porteurs. Il doit prendre les dispositions nécessaires afin de prévenir les conflits d'intérêt et garantir l'autonomie de sa mission. Il doit s'abstenir de toute initiative qui aurait pour objet de privilégier ses propres intérêts ou ceux de ses actionnaires ou d'une société de du groupe au détriment des intérêts des porteurs.

Devoir de discrétion

Le centralisateur est astreint au devoir de discrétion pour l'ensemble des faits, actes et renseignements dont il peut ou a pu avoir connaissance à raison de ses fonctions. Il met en place une procédure afin que ses collaborateurs soient informés des règles concernant la confidentialité et qu'ils les respectent. Cette exigence de confidentialité est levée vis-à-vis des organismes de tutelle et des réviseurs.

Informations privilégiées

Le centralisateur et ses collaborateurs s'abstiennent d'exploiter directement et/ou indirectement les informations privilégiées qu'ils détiennent du fait de leurs fonctions.

Compétence et exigence

Le centralisateur exerce ses missions avec conscience professionnelle et avec la diligence permettant à ses travaux d'atteindre un degré de qualité compatible avec son éthique et ses responsabilités. Il complète régulièrement et met à jour ses connaissances et s'assure que les travaux sont confiés à des collaborateurs qui disposent de la compétence appropriée pour les exécuter.

Avant de prendre en charge une mission, le centralisateur apprécie la possibilité d'effectuer ladite mission.

2. Charte des Bonnes Pratiques professionnelles de la Centralisation d'OPCVM

2.1. Passation d'ordres

NB : lorsque nécessaire, les spécificités liées aux ordres manuels ou automatisés (STP) sont précisées. Ces terminologies correspondent aux processus suivants :

- *Ordres manuels : désigne les ordres passés au centralisateur par téléphone ;*
- *Ordres automatisés :*
 - *Ordres transmis au centralisateur via une plateforme de transmission d'ordres ;*
 - *Ordres transmis au centralisateur par messagerie SWIFT ou au moyen d'interfaçages de fichiers.*

L'utilisation de messages SWIFT doit respecter les standards définis par le French Fund Market Practice Group. Les messages transmis par la plateforme doivent respecter les processus définis par l'opérateur de plateforme¹.

Le centralisateur doit :

2.1.1. Collecter les ordres et les inscrire en carnet dès réception

Les ordres reçus sont saisis ou intégrés en carnet par le centralisateur dès réception, pour les ordres à appliquer sur la collecte en cours.

Le calendrier de prise d'ordres s'entendant de cut off à cut off, le centralisateur s'engage à :

Prendre l'ordre de l'émetteur d'ordres, quelle que soit la date de réception de l'ordre, pour la collecte en cours

Cette recommandation s'applique à tous les ordres, y compris les ordres à préavis ² (sauf mention particulière dans le prospectus).

L'émetteur d'ordres s'engage à :

Ne pas envoyer d'ordres à appliquer sur des clôtures de VL ultérieures ; ceux-ci seront rejetés par les centralisateurs.

Les ordres sont acceptés par le centralisateur d'ordres seulement jusqu'au cut-off mentionné dans le prospectus de l'OPCVM.

Le contenu-type d'un ordre est précisé en annexe 1.

2.1.1.1. Passation manuelle des ordres

Les ordres sont saisis dans le carnet d'ordres sur la base de l'entretien téléphonique.

Les centralisateurs et les émetteurs d'ordres s'engagent à :

¹ Les Descriptions de Service Détaillées dans le cas de la plateforme de routage Euroclear France.

² Pour les ordres à préavis incitatifs, il est recommandé que l'émetteur d'ordres précise si l'ordre est à appliquer sur la collecte en cours ou la collecte suivante.

Enregistrer leurs communications téléphoniques

Un ordre reçu par téléphone doit être confirmé par un unique fax par l'émetteur d'ordres. Celui-ci doit le communiquer au centralisateur au plus tôt, si possible avant le cut-off, et doit s'assurer que l'envoi a bien été réalisé.

Les fax de confirmation doivent présenter a minima les éléments suivants :

- Le nom de l'émetteur d'ordre ;
- Le numéro de fax de l'émetteur d'ordre ;
- Le numéro d'adhérent de l'émetteur d'ordre chez Euroclear France ;
- Les coordonnées du ou des collaborateurs à contacter en cas de problème chez l'émetteur d'ordres (nom, n° de téléphone, n° de fax) ;
- Le nom du centralisateur ;
- Le type d'ordre (souscription, rachat) ;
- Le code ISIN de la valeur ;
- Le libellé de la valeur ;
- La quantité de titres négociée, suivant la décimalisation mentionnée dans le prospectus de l'OPCVM. Afin d'éviter les confusions avec des fractions de part, il est recommandé de positionner une virgule à la fin du nombre entier ;
- La devise de règlement.

Les autres données, non obligatoires, communiquées par l'émetteur d'ordres seront conservées par le centralisateur.

2.1.1.2. Passation automatisée des ordres

L'émetteur d'ordres s'engage à :

Utiliser une référence unique pour chaque ordre transmis (voir également le paragraphe 2.4.3. sur la gestion des doublons)

2.1.2. Informer le centralisateur de la référence de marquage

Il est recommandé que l'émetteur d'ordres indique à la passation de l'ordre au centralisateur la référence de marquage afin notamment que le centralisateur puisse appliquer le taux ou le montant des droits négociés.

Le centralisateur doit contrôler cette donnée

2.1.2.1. Passation manuelle des ordres

Dans le cas où l'émetteur d'ordres spécifie le taux négocié, le centralisateur doit lui indiquer s'il s'agit de ce taux qui sera appliqué à son ordre. Si le taux est différent, c'est à l'émetteur d'ordres de faire le nécessaire pour faire référencer l'accord de son client via la société de gestion auprès du centralisateur.

2.1.2.2. Passation automatisée des ordres

Lors d'un passage d'ordres par SWIFT ou via la plateforme de routage d'Euroclear, le centralisateur émet un repair en cas de désaccord sur les taux / droits négociés.

2.1.3. Assurer un contrôle des ordres reçus

Les ordres reçus font l'objet de contrôles par rapport à l'horaire du cut-off et aux seuils minimaux de souscription. Ce contrôle n'est pas exhaustif étant donné que l'émetteur d'ordres peut être amené à grouper des ordres et que le centralisateur n'en a pas connaissance.

2.1.3.1. Passation manuelle des ordres

Dans le cadre de la transmission d'un ordre téléphoné, confirmé par un unique fax, si le fax de confirmation a bien été réceptionné, le centralisateur :

- Procède à un contrôle entre l'ordre et le fax de confirmation, suivant les règles de contrôle interne en vigueur au sein de l'établissement. Le centralisateur fait ses meilleurs efforts pour que ce contrôle soit opéré avant le cut-off et/ou la remontée de la collecte à la société de gestion, et au plus tard avant le prochain cut-off.
Dans le cas où le fax de confirmation a été réceptionné et que le rapprochement est effectué après le cut-off, notamment en cas d'envoi tardif du fax, l'émetteur d'ordres reste responsable des incohérences entre l'ordre téléphoné et le fax de confirmation ;
- Fait ses meilleurs efforts pour contacter l'émetteur d'ordres avant d'annoncer la collecte au gestionnaire financier et à son éventuel délégataire comptable, s'il détecte une différence entre les données du fax et celles qui ont été prises en compte lors de l'entretien téléphonique ;
- S'appuie sur les données du fax de confirmation (quantité, sens, code ISIN) s'il détecte une différence et que l'émetteur d'ordres ne peut être joint.

2.1.3.2. Passation automatisée des ordres

Lorsqu'un ordre est accepté avec réserve par le centralisateur³, il est de la responsabilité de l'émetteur d'ordre de contacter ce dernier, pour apporter les modifications nécessaires afin de permettre un juste calcul des droits d'entrée/sortie. Si l'émetteur d'ordres ne contacte pas le centralisateur, l'ordre sera néanmoins pris en compte par le centralisateur.

Les changements éventuels feront l'objet d'une modification d'ordre, mais pas d'un nouvel ordre.

Si l'ordre est rejeté, l'émetteur d'ordres devra émettre un nouvel ordre.

2.1.4. Confirmer à l'émetteur d'ordres la prise en compte de l'ordre (« acquittement »)

Après réalisation des contrôles et intégration de l'ordre en carnet, **le centralisateur confirme à l'émetteur d'ordres dans les meilleurs délais et si possible avant le cut off, la prise en compte de son ordre, son rejet ou une anomalie.**

³ MT509 Repair. Voir les travaux du French Fund Market Practice Group.

2.1.4.1. Passation manuelle des ordres

Les données suivantes de l'ordre sont répétées oralement par le centralisateur lors de l'entretien téléphonique :

- Le sens ;
- Le code Isin⁴ ;
- La quantité ;
- Le montant ;
- La devise (si applicable) ;
- La date de dénouement ;
- La date de négociation (facultatif).

Cette répétition vaut acquittement de l'ordre.

2.1.4.2. Passation automatisée des ordres

Les acquittements d'ordre sont transmis par le centralisateur dès que possible après la réception des ordres et leur intégration en carnet.

2.1.5. Informer du résultat de la collecte

Une fois le cut-off passé, **le centralisateur communique à la société de gestion, et éventuellement à l'administrateur du fonds, le résultat de la collecte**, suivant les délais convenus entre eux.

2.1.6. Valoriser les ordres dès connaissance de la Valeur Liquidative

Le centralisateur :

- Reçoit la Valeur Liquidative dès que celle-ci est diffusée par le valorisateur ou par intégration des données d'un fournisseur ;
- Applique dans les meilleurs délais la valeur liquidative aux ordres concernés.

2.1.6.1. Passation manuelle ou automatisée des ordres

Pour les OPCVM admis au règlement-livraison en Euroclear France, les émetteurs d'ordres s'engagent à pointer la relance SLAB⁵ émise par le centralisateur. Lorsqu'il détecte une erreur, l'émetteur d'ordres se tourne dans les meilleurs délais vers le centralisateur pour l'en avertir.

2.1.6.2. Passation automatisée des ordres

Dans le cadre d'échanges par SWIFT/fichier ou via une plateforme de transmission d'ordres, les confirmations d'exécution sont transmises dans les meilleurs délais suivant la connaissance de la VL.

⁴ Le code Isin est préférable au libellé car ce code unique permet d'identifier l'OPCVM sans erreur.

⁵ Système de livraison par accord bilatéral



Le contenu-type d'une confirmation d'exécution est précisé en annexe 1.

2.2. Marquage des ordres dans le cadre d'un accord de distribution ou du marquage commercial

La montée en puissance de l'architecture ouverte a rendu plus aigu le besoin d'une normalisation de l'identification des distributeurs.

Cette normalisation implique :

- Une responsabilité pour les centralisateurs dans la reconnaissance et l'application le cas échéant, dans les échanges de flux, des conditions de droits d'entrée/sortie décrites dans les accords de distribution ;
- Le besoin de véhiculer autant que possible les références du distributeur, à des fins de marquage commercial des ordres.

Remarque préalable

Conformément aux recommandations émises par l'AFG, les accords de distribution liant les sociétés de gestion de portefeuilles et les distributeurs d'OPCVM font état des éléments suivants :

- La liste des OPCVM concernés ;
- Les références du distributeur ;
- Les conditions de droits d'entrée/sortie applicables ;
- Le processus de passation et/ou de centralisation des ordres, incluant les règles de marquage des ordres.

2.2.1. Définitions relatives au marquage des ordres

- **Le code distributeur** (BIC ou BIC One) est une identification de Place, demandée par le distributeur (qui peut sous-traiter cette demande à son teneur de compte conservateur) auprès de Swift. Il peut être utilisé :
 - Pour signifier qu'un accord existe entre le promoteur et le distributeur, donnant droit à des conditions dérogatoires et/ou rétrocession de commissions sur encours ;
 - Pour identifier le distributeur, à titre informatif, à des fins de marquage commercial.
- **La référence bilatérale** est une donnée privative de la société de gestion attribuée par ses soins. Elle peut être utilisée lorsque :
 - Un accord sur un périmètre de fonds déterminé entre le distributeur et le promoteur existe, et donne droit à des conditions dérogatoires et/ou rétrocession de commissions sur encours ;
 - Le code distributeur ne suffit pas à identifier le bénéficiaire de l'accord (accords différents au sein d'une même entité juridique).

La société de gestion doit communiquer la référence bilatérale au centralisateur et au distributeur, ce dernier devant la communiquer à son teneur de compte conservateur. La codification de cette référence bilatérale peut être déléguée par la société de gestion au centralisateur.

A noter que l'utilisation du code BIC1 est à privilégier, afin d'avoir, dans la mesure du possible, un identifiant unique par distributeur quelque soit le promoteur.

2.2.2. Nettoyage des référentiels d'accords de distribution

Afin de bénéficier pleinement de la mise en œuvre de ces normes de marquage de Place, il est fortement recommandé aux Intermédiaires Financiers de s'assurer régulièrement de la qualité de leurs référentiels d'accords de distribution avec leurs clients, distributeurs ou promoteurs, mais aussi lorsqu'ils agissent comme émetteur d'ordres, auprès des agents centralisateurs.

Le code distributeur (BIC ou BIC1) et/ou la référence bilatérale sont indispensables pour la bonne application des droits d'entrée / sortie dérogatoires.

En l'absence d'un accord de distribution, l'utilisation du code distributeur à des fins de marquage commercial est fortement recommandée.

2.2.3. Engagements du centralisateur pour les accords de distribution

Dans le cadre de sa fonction de centralisation des ordres, qui l'amène à traiter les instructions des distributeurs identifiés par la société de gestion, le centralisateur doit :

Appliquer les conditions dérogatoires uniquement aux ordres pour lesquels la société de gestion a communiqué son autorisation

Le centralisateur, à réception d'un ordre contenant une référence distributeur :

- Contrôle les références de marquage de l'ordre lorsqu'elles existent dans son référentiel. Le centralisateur contrôle :
 - la référence bilatérale, ou le code distributeur si la référence bilatérale n'est pas présente. Si la référence du distributeur n'est pas reconnue, il appliquera les conditions standard présentées dans le prospectus ;
 - le cas échéant, les droits à appliquer. Il émet un « acquittement Repair » lorsque la référence bilatérale n'est pas reconnue, ou en cas de désaccord sur les taux de droit d'entrée/sortie à appliquer à l'ordre.
- Contrôle la présence de l'OPCVM dans la liste de fonds visée par l'accord de distribution ;
- Applique les droits préférentiels correspondants. Lorsque deux codifications figurent dans l'ordre (BIC / BIC1 et référence bilatérale sont présentes dans l'ordre), le centralisateur s'appuie sur les conditions liées à la référence bilatérale.

Les réclamations auprès du centralisateur doivent être effectuées dans un délai maximum de trente jours à compter de la date de VL. Au-delà de cette date limite, toute demande de régularisation émanant de l'émetteur d'ordre et/ou du distributeur devra être adressée directement à la société de gestion.

Les distributeurs et leurs teneurs de compte conservateurs doivent restituer autant que possible les références des distributeurs dans les ordres, aussi bien sur les souscriptions que sur les rachats, afin de faciliter le suivi de la distribution (et le suivi des encours le cas échéant). Le contrôle de l'existence d'une référence distributeur dans l'ordre est de la responsabilité du distributeur et de son teneur de compte conservateur.

Remonter à la société de gestion les ordres marqués

Le centralisateur remonte à la société de gestion les ordres marqués, qu'ils correspondent ou non à des accords de distribution.

2.3. Ordres d'annulation

La mise en œuvre d'ordres d'annulation intervient lorsqu'un émetteur d'ordre a matériellement le temps de transmettre un ordre d'annulation avant le cut-off du fonds concerné.

L'émetteur d'ordres s'engage à ne transmettre des demandes d'annulation que pour des ordres reçus par le centralisateur avant le cut-off.

Le centralisateur doit :

Exercer des contrôles afin de valider préalablement les demandes d'annulation

A réception d'une demande d'ordre d'annulation, le centralisateur procède à la vérification de la validité de la demande :

- La demande d'annulation est parvenue avant le cut-off du fonds concerné ;
- Elle est globale et non partielle ;
- La demande fait état de toutes les données permettant d'identifier l'ordre initial : identification de l'émetteur de l'ordre ainsi que la référence de l'ordre initial.

Informers les émetteurs d'ordres

Le centralisateur communique aux donneurs d'ordres un acquittement de l'ordre d'annulation, et l'informe dans les meilleurs délais d'éventuels rejets ou anomalies.

Dans le cas d'ordres liés, l'émetteur d'ordres doit envoyer 2 ordres d'annulation.

2.4. Incidents techniques

Le présent paragraphe traite des incidents suivants :

- Incidents de plateforme de transmission d'ordres ;
- Incidents sur les moyens de communication (par exemple plateforme SWIFT) ;
- Incidents dans les systèmes de l'émetteur d'ordre ;
- Incidents dans les systèmes du centralisateur ;
- Tout autre incident technique à caractère exceptionnel.

2.4.1. Principes définis

Lorsqu'un incident survient, le centralisateur et l'émetteur d'ordres s'engagent sur les principes de fonctionnement suivants :

- L'émetteur d'ordres s'engage à ne transmettre que des ordres collectés avant le cut-off mentionné dans le prospectus de l'OPCVM, et à en apporter les preuves sur demande ;
- Le centralisateur ne porte pas de responsabilité sur la réception des ordres, et n'est soumis qu'à la mise en œuvre de ses meilleurs efforts. La surveillance de l'acheminement des ordres auprès du centralisateur, notamment le suivi de leur statut et des éventuels doublons, sont de la responsabilité de l'émetteur d'ordre ;
- Lorsque le volume d'ordres le justifie, centralisateurs et donneurs d'ordres s'engagent à utiliser, dans le cadre de leurs échanges, des fichiers utilisant un format standard ou préalablement défini entre eux.

2.4.2. Ordres tardifs

Un ordre est dit tardif, pour une date de collecte donnée, lorsqu'il est reçu chez le centralisateur après l'heure limite de transmission des ordres (cut-off) mentionnée dans le prospectus de l'OPCVM. Sont également considérées comme tardives les modifications (à l'exception des données concernant le marquage) ou annulations passées après le cut-off.

Ces ordres peuvent être acceptés dans le seul cas de « dysfonctionnement technique exceptionnel du système de transmission d'ordres » défini par l'AMF. La décision de prise en compte de l'ordre reste de la responsabilité des services de contrôle ou de conformité de la société de gestion. En cas de refus, les conséquences sont supportées par l'émetteur d'ordres.

Le centralisateur doit :

Faciliter le traitement par la société de gestion des ordres tardifs

Dans les cas ciblés ci-dessus, les intervenants appliquent le circuit de traitement suivant :

- L'émetteur d'ordres adresse une demande à la société de gestion avec la preuve que l'ordre a bien été transmis avant le cut-off. La validation, facultative, du RCSI de l'émetteur d'ordres devra, le cas échéant, intervenir dans les meilleurs délais, éventuellement a posteriori ;

- Sur demande de l'émetteur de l'ordre, le centralisateur peut prendre en charge cette requête vis-à-vis de la société de gestion, sans toutefois engager sa responsabilité ;
- Le RCCI de la société de gestion valide ou non la demande. En cas d'accord, ce dernier est formalisé dans une lettre signée par le RCCI de la société de gestion. (une copie en format PDF de la lettre signée conviendra également) ;
- La société de gestion informe le centralisateur de sa décision. En cas de validation, celui-ci applique alors l'ordre sur la collecte en cours et communique un complément d'annonce de collecte ou une annonce corrective à la société de gestion, et, le cas échéant, à son délégataire pour l'administration comptable.

Dans tous les autres cas, l'ordre est rejeté par le centralisateur.

Lorsque les ordres parviennent au centralisateur après le cut-off, l'émetteur d'ordres doit conserver les preuves justifiant la prise en compte de ces ordres sur la collecte en cours, et les tenir à disposition du centralisateur. Sous réserve qu'il les ait reçu de l'émetteur d'ordres, le centralisateur les tient à disposition sur demande de la société de gestion.

Pour prouver que l'ordre était bien dans les systèmes de l'émetteur d'ordres avant l'heure du cut-off, l'émetteur d'ordres doit tenir à disposition une preuve horodatée, par exemple :

- La copie d'écran du carnet d'ordres de l'émetteur d'ordre (ou du système de saisie décentralisée des ordres) ;
 - Le fax d'instruction reçu par l'émetteur d'ordres ;
- [Si ces preuves ne sont pas existantes, d'autres preuves peuvent être apportées. Toutefois, ces deux documents primeront sur toute autre preuve]

ainsi qu'un descriptif de l'incident.

2.4.3. Gestion des doublons

Le centralisateur doit :

Aider à limiter le risque de génération de doublons

Dans les cas d'incidents dans le système de l'émetteur d'ordre, du centralisateur ou en cas d'indisponibilité temporaire de la plateforme de transmission d'ordres :

- L'émetteur d'ordres s'assure de la transmission de ses ordres au centralisateur ;
- L'émetteur d'ordres s'assure auprès du centralisateur que les ordres qui lui ont été présentés sont valides ;
- L'émetteur d'ordres passe par téléphone/fichier auprès du centralisateur les ordres qui n'ont pas été présentés, en précisant la référence de l'ordre dans ses systèmes ;
- Le centralisateur procède à un contrôle sur la référence initiale de l'ordre attribuée par le participant émetteur d'ordre ainsi que sur le code établissement Euroclear France du participant. Lorsque le centralisateur a connaissance de doublons générés dans le déroulement de ses procédures de back-up, il en signale l'existence à l'émetteur d'ordres, la responsabilité de ce suivi restant toutefois du ressort de l'émetteur d'ordre.

2.5. Règlement-livraison

Le règlement-livraison sur les fonds englobe trois processus :

- Au passif du fonds :
 - Le règlement-livraison des parts entre le teneur de compte émetteur et l'émetteur d'ordres ;
 - Les mouvements cash sur le compte espèces du fonds suite aux souscriptions / rachats ;
- A l'actif du fonds, le règlement-livraison des instruments financiers détenus par le fonds.

Les recommandations de la présente Charte portent uniquement sur le règlement-livraison des parts entre le teneur de compte émetteur et l'émetteur d'ordres.

2.5.1. Unicité du délai de règlement-livraison au passif du fonds

Le teneur de compte émetteur, pour le règlement-livraison des parts avec l'émetteur d'ordres, s'engage à :

Appliquer un délai de règlement-livraison unique pour un même code ISIN

Cette règle s'applique pour le règlement-livraison des parts d'OPCVM entre intermédiaires financiers, quel que soit le sens et le montant, sauf dans le cas où le prospectus prévoit des conditions spécifiques.

Le teneur de compte émetteur et l'émetteur d'ordres s'engagent à :

Appliquer le principe 1 ordre = 1 instruction de règlement-livraison

2.5.2. Règlement-livraison des parts d'OPCVM admis en Euroclear France

2.5.2.1. OPCVM à vocation générale

L'émetteur d'ordres et le centralisateur s'engagent à :

Utiliser les codes types d'instructions créés spécifiquement pour les OPCVM par Euroclear comme critère d'appariement permettant d'identifier la nature de l'opération :

- code type d'instruction SG pour les souscriptions
- code type d'instruction RG pour les rachats

Dans certains cas spécifiques, lorsque des opérations de souscriptions / rachats nécessitent de dissocier livraison des titres et règlement espèces pour un règlement hors EOC France, il est recommandé d' :

Utiliser le même type d'instruction SG/RG à apparier mais à montant espèces nul ("SLAB montant nul") « NOUVEAU »

2.5.2.2. ETF – Marché primaire

L'émetteur d'ordres et le centralisateur s'engagent à :

Utiliser les codes types d'instructions créés spécifiquement pour les ETF par Euroclear comme critère d'appariement permettant d'identifier la nature de l'opération :

- code type d'instruction NK pour les souscriptions en numéraire
- code type d'instruction NL pour les rachats en numéraire
- code type d'instruction NU pour les souscriptions en titres
- code type d'instruction NV pour les rachats en titres

2.5.3. Règlement-livraison des parts d'OPCVM non admis en Euroclear France

En terme de règlement-livraison des parts d'OPCVM non admis en Euroclear, l'émetteur d'ordres s'engage à :

Transmettre l'original de l'Ordre de Mouvement au centralisateur dans un délai de 48 heures à partir de la date de transmission de l'ordre

Le teneur de compte émetteur s'engage à :

Procéder au règlement-livraison dans les 48 heures de la réception de l'original de l'Ordre de Mouvement

2.6. Traitement des ordres spécifiques

2.6.1. Fonds à délai de règlement-livraison long⁶

En cas d'activation par la société de gestion d'un règlement espèces différé ou en cas de règlement livraison long, l'émetteur d'ordres s'engage, en cas de rachat, à :

Livrer les titres à la date de règlement-livraison théorique habituelle (en privilégiant le SLAB montant nul⁷, conformément au paragraphe 2.5.2.1. « OPCVM à vocation générale »)

Le centralisateur ne procédera au règlement des espèces que lorsque les fonds lui auront été mis à disposition par la société de gestion.

2.6.2. Ordres liés

Le centralisateur s'engage à :

Remonter les ordres liés (souscriptions - rachats simultanés) dans la collecte au même titre que tout autre opération

Les opérations de souscriptions – rachats simultanés sont exonérées de tous les droits si cela est prévu dans le prospectus.

2.6.3. Souscriptions par apport de titres et rachats par remboursement en titres

Ces opérations font l'objet d'un accord tripartite⁸ entre la société de gestion, l'émetteur d'ordres et le centralisateur.

En fonction du sens (souscription ou rachat), la livraison des parts au passif se fait par un franco avec matching.

2.6.3.1. Souscriptions par apport de titres

L'émetteur d'ordres s'engage à :

Transmettre au centralisateur la liste des valeurs apportées, au moins 48 heures avant la date de centralisation concernée dans la mesure du possible

La liste des titres doit faire état, pour chaque valeur :

- Du code ISIN de la valeur ;
- Du libellé de la valeur ;
- De la quantité apportée.

Après approbation du gérant, **à livrer les titres au Teneur de Compte Conservateur du fonds au plus tard la veille de la date de collecte concernée**

⁶ Délai entre la date de centralisation et la date de règlement – livraison > à 35 jours (ex : cas des rachats sur les OPCV)

⁷ Egalement appelé en langage usuel « franco avec matching »

⁸ Prise de contact pour figer le mode de traitement de ces opérations

2.6.4. Rachats par remboursement en titres

Certains prospectus proposent désormais des rachats par remboursement en titres à leur client au lieu de rachats en numéraire. Dans ce cas, la société de gestion transfère des titres de son portefeuille à la place de vendre des actifs, lors de demande de rachat.

Ces opérations se feront sous contrôle et validation de la société de gestion.

La liste des titres doit faire état, pour chaque valeur :

- Du code ISIN de la valeur ;
- Du libellé de la valeur ;
- De la quantité à livrer.

Le teneur de compte émetteur s'engage à :

Livrer les titres au teneur de compte conservateur du porteur de parts (par franco)

2.6.5. Fonds au nominatif administré (dont FCPI, FCPR et FIP) « NOUVEAU »

La forme nominative permet à l'émetteur de pouvoir suivre et identifier son actionnariat.

Il existe deux formes de nominatif :

- le nominatif pur : l'actionnaire est directement inscrit dans le registre de l'émetteur ;
- le nominatif administré : l'identité de l'investisseur final est connue de l'émetteur mais les titres sont administrés par un teneur de compte conservateur qui reflète l'inscription en compte dans les livres de l'émetteur.

Par ailleurs, et indépendamment de la forme nominative, les fonds peuvent être admis en Euroclear France. Ils sont alors identifiables via des natures de compte spécifiques :

- NDC 001 : nature de compte réservée au nominatif administré ;
- NDC 009 : nature de compte réservée au nominatif pur.

Comme pour les titres aux porteurs, l'émission se fait depuis la NDC 062/NDC 090 (nature de quasi-émission / émission).

Seul le **nominatif administré**, admis ou non en Euroclear France, est traité dans cette section.

2.6.5.1. Fonds admis en Euroclear France.

Dans le cas de fonds admis en Euroclear France et au nominatif, un BRN (Bordereau de Référence Nominative) est requis pour chaque ordre passé.

Lorsque qu'un émetteur d'ordres souhaite placer un ordre sur ce type de valeur, il doit :

Passer son ordre par téléphone au centralisateur (avant le cut-off notice du fonds) et le confirmer par fax.

En cas de souscriptions sur des produits spécifiques (type FCPI, FCPR, FIP), un fichier normé (de type excel, voir point 2.6.5.4 et annexe 3.3) peut être exigé, préalablement à la campagne, sur demande du centralisateur, fichier contrôlé en amont par l'émetteur d'ordres.

Des BRN télétransmis doivent être transmis au teneur de registre dans un délai de 4 jours afin que des pénalités⁹ ne soient pas appliquées à l'émetteur d'ordres (au-delà d'une présentation dans les 4 jours), après ouverture d'une table OST par le teneur de registre.

Le BRN permet également de connaître l'identité du client final, grâce à l'immatricule¹⁰ et au type d'intitulé véhiculé par le BRN, données qui conditionnent l'inscription dans le registre de l'émetteur.

Le règlement livraison se fait par SLAB en contre-paiement.

Il génère des mouvements de titres entre les intermédiaires et le centralisateur ou l'émetteur qui permettent les mises à jour en Euroclear France des natures de compte 001 et 062.

Le centralisateur s'engage à :

Communiquer dans les meilleurs délais les informations nécessaires à l'appariement des SLAB (date de négociation, date de règlement, valeur liquidative appliquée, montant net).

Concernant les rachats, lors de la passation de l'ordre par téléphone confirmé par fax, l'émetteur d'ordres devra mentionner, dans la mesure du possible, le numéro d'identifiant (ICE : intitulé de compte émetteur). Cet ordre sera contrôlé à posteriori par le centralisateur, néanmoins ce contrôle reste de la responsabilité de l'émetteur d'ordres.

2.6.5.2. Fonds non admis en Euroclear France

Dans le cas de fonds non admis en Euroclear France, la circulation des titres se fait par Ordre de Mouvement (ODM).

Lorsque qu'un émetteur d'ordres souhaite placer un ordre, il doit :

Passer son ordre par téléphone auprès du centralisateur (avant le cut-off notice du fonds) et le confirmer par fax. Cette confirmation doit être accompagnée d'une copie de l'ODM.

Le centralisateur s'engage à :

Rapprocher la confirmation de l'ordre passé par téléphone avec la copie de l'ODM dans les meilleurs délais.

Dès qu'une incohérence est détectée, le centralisateur devra prendre contact avec l'émetteur d'ordres. Ce dernier reste responsable de la qualité de son ordre.

L'émetteur d'ordres s'engage à :

Faire parvenir dans un délai de 5 jours les ODM originaux au centralisateur de la valeur.

Dans le cas où le centralisateur a délégué la tenue de registre, celui-ci s'occupe de transmettre l'original au teneur de registre.

Pour les souscriptions, l'émetteur d'ordres s'engage à :

⁹ Application des pénalités non en place à ce jour. En cours d'étude de faisabilité chez Euroclear France

¹⁰ Terminologie utilisée sur les BRN pour l'identité du client final

Verser le montant espèce correspondant à son ordre dès que la valeur liquidative est connue.

Le teneur de registre s'engage, dès que le centralisateur a constaté le crédit des fonds, à retourner les ODM originaux tamponnés et signés à l'émetteur d'ordres dans un délai raisonnable et à en transmettre une copie au centralisateur le cas échéant.

Pour les ordres de rachats, le centralisateur s'engage à :

Vérifier la position du client final annoncé lors de la passation de l'ordre. (Ce contrôle reste néanmoins de la responsabilité de l'émetteur d'ordres)

Régler le montant espèces correspondant à l'ordre passé par l'émetteur d'ordres dès réception de la valeur liquidative et sous réserve que les ODM originaux aient bien été reçus.

Dans le cas de souscriptions sur produits spécifiques (type FCPI, FCPR, FIP) achats, le fichier normé (de type excel, voir point 2.6.5.4. et annexe 3.3) est à privilégier en complément des ODM papier.

Par contre pour ce type de produits, il est souhaitable de privilégier l'admission en Euroclear France.

2.6.5.3. Cas particulier des rachats sur un fonds ayant une période d'indisponibilité statutaire.

Il existe pour certains fonds (notamment les FCPI) une période de blocage statutaire concernant les rachats. Tout ordre de rachat doit alors être lié à une clause de déblocage (décès, licenciement ...) prévue par la notice.

Lorsque l'émetteur d'ordres souhaite passer un ordre de rachat sur ce type de valeur, il doit :

Contrôler les pièces fournies par l'investisseur final pour justifier du déblocage anticipé. Il devra fournir tous les justificatifs au centralisateur / à la société de gestion qui permettront à cette dernière d'effectuer une analyse complète de sa demande en vue de valider ou refuser cette demande de déblocage anticipé.

Le centralisateur s'engage à :

Transmettre dans les meilleurs délais la date de valeur liquidative appliquée à ce rachat (date de VL rétroactive ou future en fonction de la décision de la société de gestion).

.

2.6.5.4. FCPI , FCPR et FIP : données à faire figurer dans le fichier normé

Pour les FCPI, FCPR et FIP, les centralisateurs proposent, à des fins de contrôle, un fichier normé (voir annexe 3.3 pour le modèle de fichier) qui comprend des informations présentes ou pas dans les BRN/ODM (transmis par l'émetteur d'ordres) :

<i>Champ</i>	<i>Fichier</i>	<i>BRN/ODM (O/N)</i>
▪ Civilité / personne physique ou morale	Obligatoire	Oui
▪ Nom	Obligatoire	Oui
▪ Prénom	Obligatoire	Oui
▪ Rue	Obligatoire	Oui
▪ Code postal	Obligatoire	Oui
▪ Ville	Obligatoire	Oui
▪ Pays	Obligatoire	Oui
▪ Date de naissance du client	Obligatoire	Non
▪ Commune de naissance	Obligatoire ¹¹	Non
▪ Département de naissance	Obligatoire ¹¹	Non
▪ Pays de naissance	Obligatoire ¹¹	Non
▪ Tiers distributeur	Obligatoire	Non
▪ Code langue	Obligatoire	non
▪ Code résidence fiscale	Obligatoire	non
▪ Code résidence monétaire	Obligatoire	non
▪ Pays monétaire	Obligatoire	non
▪ Devise du pays	Obligatoire	non
▪ Mode de paiement	Obligatoire	non
▪ Code isin	Obligatoire	Oui
▪ Nombre de décimales de la VL	Obligatoire	Non
▪ Quantité	Obligatoire	Oui
▪ Prix de revient unitaire	Calculée	Non
▪ Montant souscrit hors droit d'entrée	Obligatoire	Non
▪ Montant investi avec droit d'entrée	Obligatoire	Non
▪ Date d'acquisition	Obligatoire	oui
▪ Date de disponibilité	Obligatoire	Non
▪ Nature de compte Euroclear	Obligatoire	Non
▪ Numéro d'adhérent TCC	Obligatoire ¹²	non

Il est à noter que certaines informations sont présentes sur le BRN/ODM mais absentes du fichier.

Par ailleurs d'autres données non obligatoires telles qu'énumérées dans l'annexe 3.3. peuvent dans certains cas être exigées par le centralisateur (selon la civilité du client notamment).

¹¹ Obligatoire si né(e) en France

¹² Obligatoire si administré

2.6.6. Ordres en montants « NOUVEAU »

Les recommandations suivantes sont valables si les OPCVM sont décimalisés **au minimum sur 3 positions**. Dans tous les autres cas, le traitement est défini par accord bilatéral entre le centralisateur et l'émetteur d'ordres.

Le centralisateur doit :

Traiter les ordres de souscription en montant lorsque le prospectus le prévoit.

Les centralisateurs n'ont en revanche pas l'obligation de traiter les rachats en montant, mais peuvent les traiter après accord bilatéral avec le donneur d'ordres.

De la même manière, les ordres liés ou de changement de compartiment peuvent être traités sous forme d'ordres de souscription en montant par le centralisateur sur base d'un accord bilatéral entre centralisateur et émetteur d'ordres.

Les ordres de réinvestissements de dividendes doivent être traités comme des ordres de souscription en montant si le prospectus de l'OPCVM le prévoit.

Calculer la quantité suivant la méthode de l'arrondi commercial.

La quantité calculée est arrondie selon la méthode de l'arrondi commercial (> 0.5 arrondi à 1).

Pour la détermination de la quantité souscrite, il est recommandé d'appliquer la formule suivante¹³ :

$[\text{Quantité souscrite}]^{\text{arrondi nb décimales qté}} = \frac{\text{Montant de l'ordre}}{[\text{VL} * (1 \pm \text{Tx de frais acquis OPC} \pm \text{Tx de frais acquis SdG})]^{\text{arrondi 8 décimales}}}$
--

Effectuer le règlement livraison sur base d'un montant espèces recalculé à partir de la quantité déterminée.

Le règlement livraison s'effectue donc sur un montant espèces qui peut être différent du montant initial de l'ordre.

Ainsi, pour une même quantité, le montant espèce est identique, que l'ordre ait été transmis en montant ou en quantité.

Appliquer les contrôles de seuil d'après le montant hors droits non acquis à l'OPCVM.

Lorsque l'OPCVM prévoit des conditions de seuil, c'est le montant de l'ordre hors droit non acquis à l'OPCVM qui est rapproché de ce seuil.

Veiller, lors du démarrage d'un fonds et de manière régulière, à ce que la décimalisation soit en phase avec la taille de la VL.

Ainsi, les éventuelles différences de calcul du montant espèces restent inférieures à la tolérance de 2 euros du système SLAB de règlement livraison en Euroclear France.

Lorsque pour un fonds la décimalisation n'est pas en phase avec la taille de la VL, il est recommandé au centralisateur de se rapprocher de la société de gestion afin de lui proposer une OST de division visant à réduire la taille de la VL en augmentant le nombre

¹³ Dans la formule, le dénominateur est arrondi sur 8 décimales, ce qui permet de tenir compte d'une VL décimalisée jusqu'à 4 positions ainsi que d'un taux exprimé sur 2 décimales (soit 4 positions).
Par "+/-" sur les taux, il faut comprendre "+" en cas de souscription et "-" en cas de rachat

de parts ou une OST de décimalisation visant à augmenter le nombre de décimales de la quantité.

La table suivante permet de déterminer le bon couple VL / décimalisation :

VL inférieure à EUR 1.999	Décimalisation sur 3 positions
VL comprise entre EUR 2.000 et EUR 19.999	Décimalisation sur 4 positions
VL comprise entre EUR 20.000 et EUR 199.999	Décimalisation sur 5 positions
VL supérieure à EUR 200.000	OST de division à mettre en place

L'émetteur d'ordres doit :

Communiquer les ordres dans la devise d'émission du fonds.

Appliquer le traitement suivant pour les frais :

Le montant transmis au centralisateur :

- Inclut s'il y a lieu la commission acquise à l'OPCVM ;
- Inclut s'il y a lieu la commission acquise à la société de gestion.

Toutefois, le montant de l'ordre est net de droits distributeur, qui sont collectés par le distributeur ou par l'émetteur d'ordres pour le compte du distributeur.

Générer son instruction de règlement livraison en s'appuyant sur la quantité déterminée par le centralisateur.

La formule indiquée dans cette charte est la recommandation à suivre pour déterminer une quantité identique entre centralisateurs et émetteurs d'ordres. Néanmoins, en cas de différence, c'est la quantité déterminée par le centralisateur qui fait foi.

En cas d'erreur sur le prélèvement des droits, il est de la responsabilité de celui (émetteur d'ordres ou centralisateur) qui a commis l'erreur de :

Faire le nécessaire pour régulariser le nombre de parts.

Dans ce cas, le différentiel de VL reste à sa charge.

2.7. Régularisations et retards de dénouement

Les recommandations présentées dans ce paragraphe couvrent notamment les événements suivants, sans que cette liste soit exhaustive :

- Erreurs de traitement du centralisateur sur les caractéristiques de l'ordre ;
- Erreurs sur la Valeur Liquidative ;
- Retards de dénouement.

Les demandes de régularisation doivent être transmises au plus tard le dernier jour ouvré du deuxième mois suivant la date à laquelle l'incident s'est produit.

2.7.1. Régularisations suite aux erreurs de traitement sur les caractéristiques

En cas d'erreur de traitement avérée¹⁴ sur les caractéristiques de l'ordre (code ISIN, sens, quantité, droit prélevé) :

Le centralisateur et/ou l'émetteur d'ordres s'engagent à :

Remonter le problème dès qu'ils s'en aperçoivent et notamment lors du pointage du fax de confirmation de l'ordre ou de la relance SLAB pour les OPCVM admis en Euroclear France

L'émetteur d'ordres s'engage à :

Confirmer l'ordre initial au centralisateur

Le centralisateur s'engage à :

Mettre en place les instructions nécessaires à la régularisation sur la collecte en cours dès connaissance de l'incident et avant toute recherche de responsabilité

La détermination de la responsabilité entre le centralisateur et l'émetteur d'ordres fait référence au paragraphe 2.1. « Passation d'ordres »

2.7.2. Régularisations suite aux erreurs de Valeur Liquidative

Lorsqu'une correction est appliquée sur une Valeur Liquidative pour laquelle un dépouillement a déjà été effectué, le centralisateur s'engage à :

Diffuser aux donneurs d'ordres dans les meilleurs délais la nouvelle Valeur Liquidative

L'émetteur d'ordres s'engage à :

Dépouiller à nouveau les clients en utilisant la nouvelle Valeur Liquidative

La régularisation s'effectuera soit par paiement du différentiel espèces entre intermédiaires financiers, soit par révision du règlement-livraison, notamment lorsque le nombre de parts est impacté.

Il n'y aura pas de régularisation de faibles montants¹⁵.

¹⁴ Différence entre l'ordre du client et l'ordre exécuté par le centralisateur

¹⁵ La notion de faible montant s'entend < à 20 euros par Intermédiaire Financier

2.7.3. Retards de dénouement

En cas d'impossibilité de procéder au règlement-livraison dans les délais théoriques (par exemple, cas de diffusion tardive de VL), les parties communiquent entre elles dans des délais suffisants et dans une logique de best effort pour permettre aux trésoriers de minimiser les impacts.

Les retards de règlement-livraison sur les fonds peuvent donner lieu au paiement d'intérêts de retard entre intermédiaires financiers. Il est alors souhaitable que ces intérêts tiennent compte de l'impact de trésorerie engendré par ce retard.

Dans le cas où le règlement-livraison ne se déroule pas à la date de dénouement théorique de l'opération, le centralisateur et l'émetteur d'ordres peuvent :

Appliquer des pénalités, calculées sur la base de la période réelle d'utilisation des montants espèces

Ces pénalités seront calculées en fonction des pratiques des établissements. Pour faciliter le traitement des réclamations, la méthode ci-dessous est proposée, dont les principes sont les suivants :

- Celui qui dispose des espèces paie les intérêts de retard ;
- Celui qui fait une erreur paie les pénalités.

Pour chaque jour de retard par rapport à la date de dénouement théorique de l'opération

	L'émetteur d'ordres porte la responsabilité du suspens	Le centralisateur porte la responsabilité du suspens
Souscription	L'émetteur d'ordres verse au centralisateur : Intérêt de retard * + pénalité¹⁶	L'émetteur d'ordres verse au centralisateur : Intérêt de retard * – pénalité
Rachat	Le centralisateur verse à l'émetteur d'ordres un intérêt de : Intérêt de retard * - pénalité	Le centralisateur verse à l'émetteur d'ordres un intérêt de : Intérêt de retard * + pénalité

(*) La formule proposée pour le calcul des intérêts de retard +/- pénalités est la suivante :

$$\text{Intérêts de retard}^{17} \text{ +/- pénalités} = \text{Montant de l'ordre à régler} * \text{Taux de compensation}^{18} * \frac{\text{Nombre réel (calendaire) de jours de retard par rapport à la date de dénouement théorique}}{360}$$

¹⁶ A titre indicatif, les pénalités généralement appliquées dans le métier des Paiements sont de +/- 0,25%

¹⁷ Ce mode de calcul s'entend dès le premier jour de retard, et à condition que le montant d'intérêt de retard considéré dépasse 300 euros

¹⁸ Où le « Taux de compensation » s'entend comme la moyenne des taux EONIA quotidiens sur la période considérée, plus ou moins la pénalité appliquée

2.8. OST sur flux

2.8.1. Date de négociation

Pour l'ensemble des traitements, la date de négociation est définie comme la date à laquelle le prix (la Valeur Liquidative) et la quantité sont connus, soit,

- **Pour les OPCVM à cours inconnu** : Date de négociation = Date d'établissement de la Valeur Liquidative¹⁹ ;
- **Pour les OPCVM à cours connu** : Date de négociation = Date de centralisation ²⁰.

2.8.2. OST de Distribution en espèces

Dans le cas d'opérations de distribution en espèces, et afin de faciliter la gestion des OST sur flux, il est recommandé que le centralisateur applique les règles qui suivent.

Le centralisateur détermine au plus tard 5 jours avant la réalisation de l'OST, la date d'arrêté (ou Record Date) applicable, en respectant les règles de place suivantes :

- Date d'arrêté = Date de détachement + [Délai de règlement livraison - 1]²¹ ;
- Date de paiement \geq Date d'arrêté + 1 ;

Avec :

- Date de détachement : date (début de journée) à partir de laquelle toute négociation est effectuée sans droits attachés ;
- Date d'arrêté : date (fin de journée) à laquelle les positions titres sont prises en compte pour la distribution des droits attachés ;
- Date de paiement : date à laquelle les droits sont effectivement distribués aux porteurs de parts.

La détermination des dates de détachement, d'arrêté et de paiement résulte d'un accord entre la société de gestion et le centralisateur. Les dates de détachement et de paiement relèvent de la responsabilité de la société de gestion, la date d'arrêté relevant de celle du centralisateur.

¹⁹ Date de photographie de l'actif du fonds pour le calcul de la VL. Cette date pouvant être différente de la date de calcul et de la date de publication

²⁰ Caler la date de négociation sur la date d'établissement de la VL comme pour les OPCVM à cours inconnu impliquerait une date d'effet rétroactive non applicable dans une comptabilité titres

²¹ Caler le délai entre la date d'arrêté et la date de détachement sur le délai de R/L permet de réduire les OST sur flux

2.8.3. OST de Distribution en titres

Dans le cas d'opérations de distributions en titres, et afin de faciliter la gestion des OST sur flux, il est recommandé que le centralisateur **applique les règles suivantes quel que soit le type d'OPCVM** :

- Date d'arrêté = Date de détachement - 1²² ;
- Date de paiement = Date de détachement.

Les responsabilités dans la détermination de ces dates sont identiques à celles concernant les distributions en espèces.

2.8.4. Règles communes à tous les types d'OST

Les centralisateurs s'engagent à alimenter leurs instructions de règlement-livraison dans le respect de ces règles.

²² L'application pour les OST de distribution en titres de la même règle que pour les OST de distribution en espèces n'est pas recommandée. En effet, le décalage de la RD et par conséquent de la date de paiement entraînerait une position erronée (et donc potentiellement un risque d'insuffisance de provision en cas de rachats éventuels).

2.9. Traitement des dissolutions de fonds

L'OST de dissolution n'aura lieu que si la position espèces sur le compte du fond le permet. Lors de la dissolution totale²³ d'un fonds, la société de gestion communique 5 jours avant la date de la VL de la dissolution, les informations nécessaires dont la méthode suivie (rachat d'office, OST²⁴ ou par indemnisation).

Trois méthodes sont envisageables :

- Dissolution totale par rachat d'office ;
- Dissolution totale par OST ;
- Dissolution totale par indemnisation.

2.9.1. Dissolution totale de fonds par rachat d'office

Le centralisateur s'engage à :

Informers les intermédiaires financiers de la dissolution par rachat d'office au minimum 2 jours avant celle-ci

Respecter les règles de place suivantes en matière de définition des dates et de réalisation de la dissolution par rachat obligatoire :

- Date de dissolution = Date de VL (la date de centralisation pouvant être différente) ;
- Date de paiement = Date de VL + Délai de règlement-livraison.

Réaliser les rachats d'office sur la VL de dissolution

Il est ensuite nécessaire que tous les intermédiaires financiers procèdent au règlement-livraison par le crédit de la nature de compte 62 de celui-ci en Euroclear France.

2.9.2. Dissolution totale de fonds par OST

Sur base d'une communication des informations nécessaires par la société de gestion 5 jours avant la date de la VL de dissolution, le centralisateur s'engage à :

Informers les intermédiaires financiers de la dissolution par OST au minimum 2 jours avant celle-ci

Respecter les règles de place suivantes en matière de définition des dates et de réalisation de la dissolution :

- Date de dissolution = Date de VL (la date de centralisation pouvant être différente) ;
- Date de paiement = Date de VL + 5 jours.

Le centralisateur, lorsque applicable, s'engage à :

Demander à Euroclear France l'application d'une réorganisation ou une distribution obligatoire espèce (OST automatique) selon la méthode de

²³ Lors d'une dissolution partielle, la société de gestion communique en complément, le montant ou le pourcentage de la VL à amortir

²⁴ OST de type remboursement

paiement direct (S0131 ou S0161) en cas de rachat total, respectivement partiel

2.9.3. Dissolution totale de fonds par indemnisation

Le centralisateur s'engage à :

Informers les intermédiaires financiers de la dissolution par indemnisation au minimum 2 jours avant celle-ci

Respecter les règles de place suivantes en matière de définition des dates et de réalisation de la dissolution par indemnisation :

- Date de dissolution = Date de VL ;
- Date de paiement \geq Date de VL + Délai de règlement/livraison.

Le centralisateur demande la clôture du code valeur, et crédite par virement interbancaire au fil de l'eau les intermédiaires financiers sur remise de l'attestation de solde émanant de Euroclear France.

2.10. Caractéristiques techniques liées à la passation d'un ordre

Les centralisateurs s'engagent à :

Mettre en place et à communiquer aux donneurs d'ordres qui le demandent, à fréquence régulière, un fichier de caractéristiques des OPCVM dont ils assurent la centralisation.

Ce fichier est exploitable sous Excel, et présente a minima, les caractéristiques suivantes :

- Code ISIN ;
- Libellé ;
- Admission en Euroclear France ;
- Devise de règlement du fonds ;
- Date d'établissement de la Valeur Liquidative (photographie de l'actif du fonds) ;
- Ordre en montant (O/N);
- Nombre de décimales ;
- Périodicité d'établissement de la Valeur Liquidative (Q/H/M);
- Heure de cut-off ;
- Type de cours ;
- Délai de règlement-livraison.

Ce fichier porte sur le périmètre suivant :

- Fonds de droit français dont l'établissement assure la centralisation ;
- Fonds de droit étranger dont l'établissement assure la centralisation ;
- Excluant les fonds à périodicité de VL exceptionnelle.

Ce fichier d'échange ne revêt en aucun cas un caractère contractuel mais est communiqué à titre purement indicatif, dans un objectif de fluidification des échanges entre donneurs d'ordres et centralisateurs. Le fichier, son contenu et sa diffusion ne peuvent en aucun cas être opposables ni au centralisateur, ni à l'émetteur d'ordres. Les caractéristiques mentionnées restent du ressort de la société de gestion qui les définit et les diffuse publiquement via le prospectus et le règlement du fonds, ou les statuts de la SICAV.

2.11. Centralisation des fonds étrangers

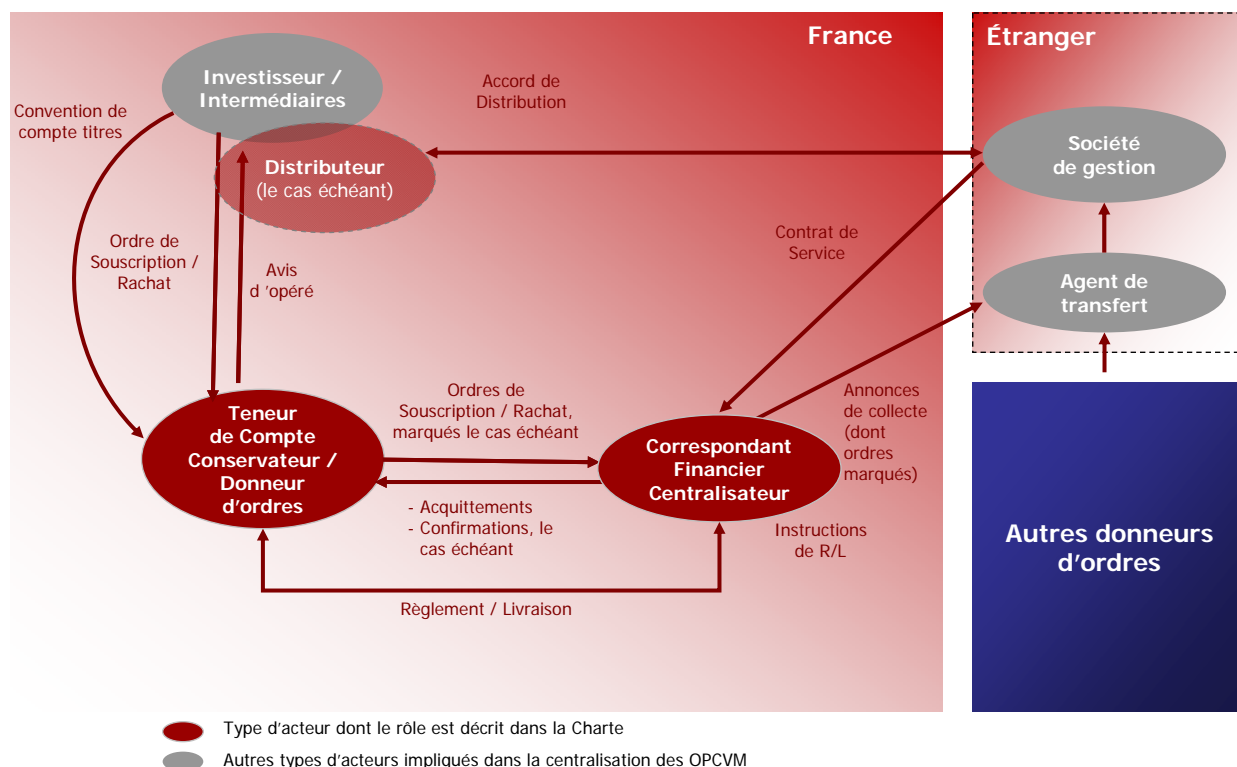
La présente Charte se limite au traitement des fonds de droit étranger admis au règlement-livraison en Euroclear France.

Le Correspondant Financier Centralisateur est défini comme suit :

- Il assure la centralisation, pour le marché français, des ordres sur des fonds étrangers ;
- Il joue le rôle d'intermédiaire entre le Transfer Agent et les souscripteurs sur le marché français ;
- Il gère le reflet d'une position en registre chez le Transfer Agent ;
- Il fait respecter un cut-off technique, défini par ses soins, qui permet d'assurer un délai de traitement avant envoi au Transfer Agent.

NB : La fonction de Correspondant Financier Centralisateur décrite ici et mentionnée dans le Règlement Général de l'AMF, se rapporte à la fonction de « Correspondant Centralisateur » telle qu'habituellement utilisée sur le marché.

Le schéma des acteurs est le suivant :



2.11.1. Démarrage d'une activité sur un fonds de droit étranger

Lors du démarrage d'une activité sur un fonds étranger commercialisé en France, il est recommandé :

À l'émetteur d'ordres d'appeler le Correspondant Financier Centralisateur afin de s'assurer du cut-off technique

Au Correspondant Financier Centralisateur d'ouvrir un compte omnibus non ségrégué chez le Transfer Agent

2.11.2. Suivi de la décimalisation

Il est recommandé de :

Maintenir une décimalisation identique entre le pays d'origine du fonds et les systèmes d'Euroclear

Le Correspondant Financier Centralisateur recommande que les fonds dont il assure la centralisation pour le marché français soient décimalisés de façon identique dans le registre tenu par le Transfer Agent et Euroclear. Il procédera le cas échéant et suite à accord de la société de gestion aux modifications du nombre de décimales chez Euroclear France.

2.11.3. Prise d'ordres et règlement-livraison

Pour les fonds en devises, le Correspondant Financier Centralisateur s'engage à :

Prendre et traiter les ordres en euros afin de conserver la sécurité et l'automatisme des processus de traitement du marché français (modèle CSD), sauf indication contraire du centralisateur (pour les fonds en devises lorsque le centralisateur ne fait pas le change) ou de l'émetteur d'ordres

Pour les règlements en devises, le Correspondant Financier Centralisateur s'engage à :

Procéder au règlement-livraison dès réception de la contre-valeur de l'ordre

- Dans le cas d'un rachat, le Correspondant Financier Centralisateur déclenche le règlement des espèces à réception des titres sur son compte en Euroclear France ;
- Dans le cas d'une souscription, le Correspondant Financier Centralisateur déclenche la livraison des titres à réception des espèces chez son correspondant.

Afin de faciliter le suivi commercial, le correspondant financier s'engage, dans des conditions identiques à celles mentionnées au chapitre « Engagements du centralisateur pour les accords de distribution » à :

Appliquer les conditions dérogatoires uniquement aux ordres pour lesquels la société de gestion a communiqué son autorisation

Remonter à la société de gestion les ordres marqués

Pour plus de détails, se reporter au chapitre « marquage des ordres »

2.11.4. Traitement des coupons et opérations sur titres

Le Correspondant Financier Centralisateur s'engage à :

Diffuser les caractéristiques de l'opération lorsqu'il en a connaissance

Le Correspondant Financier Centralisateur positionnera la date d'arrêté à la veille de la date de détachement officielle définie dans le pays d'origine²⁵ (quelles que soient les règles applicables dans le pays d'origine du fonds), les régularisations vis-à-vis du registre étant gérées manuellement.

Payer les coupons dans la devise de valorisation du fonds

Le Correspondant Financier Centralisateur effectuera le paiement des coupons à réception des fonds chez son correspondant.

Les éventuelles régularisations entre le Correspondant Financier Centralisateur et l'émetteur d'ordres seront effectuées dans la devise du fonds.

2.11.5. Traitement des transferts entre le Transfer Agent et Euroclear France

Les recommandations suivantes s'appliquent aux demandes communiquées par les adhérents Euroclear France dénommés « contreparties » de transférer des parts d'OPCVM de droit étranger circulant en Euroclear France.

La contrepartie s'engage à :

Transmettre au Correspondant Financier Centralisateur des instructions suivant le modèle de demande en vigueur (généralement par fax)

Ces instructions doivent être signées par des personnes autorisées.

Communiquer au Correspondant Financier Centralisateur des demandes contenant les éléments nécessaires au bon déroulement du transfert

2.11.5.1. Pour un transfert entrant (rapatriement des titres en Euroclear France) :

La demande doit contenir les éléments suivants :

- Code ISIN de la valeur ;
- Libellé de la valeur ;
- Devise (du compartiment) ;
- Quantité (selon la décimalisation applicable) ;
- Informations sur le lieu actuel de dépôt des titres :
 - Numéro de compte de la contrepartie chez le Transfer Agent ;
 - Coordonnées d'un contact chez le Transfer Agent ;
 - Nom du bénéficiaire ;
 - BIC SWIFT du dépositaire de la contrepartie ;
- Instruction de recevoir en Euroclear France, faisant mention du :

²⁵ La règle de gestion recommandée pour les fonds français n'est pas applicable en raison du risque éventuel qu'un transfert effectué entre Ex date et RD rende une même position éligible à l'OST et en EOC France et en registre.

- Code adhérent Euroclear de la contrepartie ;
- Numéro de compte sur lequel devront être déposés les titres chez l'adhérent.
- Date de négociation.

2.11.5.2. Pour un transfert sortant (dépôt des titres chez le Transfer Agent) :

La demande doit contenir les éléments suivants :

- Code ISIN de la valeur ;
- Libellé de la valeur ;
- Devise (du compartiment) ;
- Quantité (selon la décimalisation applicable) ;
- Informations sur le lieu actuel de dépôt des titres :
 - Code adhérent Euroclear de la contrepartie ;
 - Numéro de compte sur lequel sont déposés les titres chez l'adhérent.
- Instruction de livrer, faisant mention de :
 - Numéro de compte registre du Correspondant Financier Centralisateur chez le Transfer Agent ;
 - Numéro de compte dans le lieu de dépôt cible de la contrepartie (+ BIC SWIFT de la contrepartie) ;
 - Nom du bénéficiaire.
- Date de négociation.

Le Correspondant Financier Centralisateur n'enverra d'instruction qu'après constatation de la livraison effective des titres sur son compte en Euroclear France.

Les livraisons de titres en Euroclear entre le Transfer Agent et l'adhérent Euroclear se font par un franco avec matching.

3. ANNEXES

3.1. Contenu d'un ordre à communiquer au centralisateur

Dans le cas d'un ordre passé selon un format Swift, il convient de se référer aux règles de marchés publiées par le FFMPG

Données	Utilisation – précisions - restrictions
Informations générales et à caractère technique	
Référence technique de l'émetteur	
Date et horaire d'émission	
Référence d'ordre	A rappeler en cas d'annulation, de même que l'émetteur de l'ordre / émetteur d'ordre
Détail de l'ordre	
Place	Lieu de centralisation Dans les cas potentiellement ambigus : France pour un OPCVM luxembourgeois centralisé en France et admis en Euroclear Paris ou auprès d'un centralisateur local Luxembourg pour un OPCVM centralisé et détenu chez un teneur de registre luxembourgeois
Sens / type d'ordre	Souscription / Rachat
Option de dividende	Distribution ou réinvestissement
Date de centralisation	Date de l'ordre Correspond à la date de centralisation par le centralisateur des ordres ; un ordre envoyé un mardi pour un OPCVM centralisant le jeudi devra comporter la date du jeudi comme date de l'ordre.
Devise	Devise dans laquelle l'émetteur d'ordres souhaite être réglé ou régler. Cette mention est obligatoire à la prise d'ordre quand il y a des options possibles, l'une étant choisie par le client : soit EUR, soit Devise de règlement de l'OPCVM. Les règlements combinant les multi devises sont rares voire exclus pour certains établissements
Quantité	La zone quantité avec les problèmes de décimales : les quantités décimalisées sont parfois renseignées sans virgule ce qui prête à confusion. Certains clients renseignent également un point à la place de la virgule à l'anglo-saxonne. Il y a de ce fait des confusions entraînant des risques importants
Montant de l'ordre	Lorsque applicable
Libellé valeur	
Code valeur	Une place de cotation est ajoutée pour distinguer les fonds étrangers qui sont souscrits directement auprès du teneur de registre étranger de ceux qui sont souscrits auprès de l'agent de transfert local en France (centralisateur).
Les parties concernées	
Émetteur d'ordre	L'émetteur d'ordres est l'affilié Euroclear France qui agira dans le R/L Dans le cas de l'utilisation de SWIFT, il s'agira du code BIC ou code EUROCLEAR FRANCE dans le cas d'un IF ayant plusieurs codes

Données	Utilisation – précisions - restrictions
	affiliés. Code affilié dans le cas d'ordres passés par téléphone.
Numéro de compte du Émetteur d'ordre	
Distributeur	Client final ou plus généralement signataire du contrat de distribution sur l'OPCVM concerné
Code Distributeur	Code BIC ou BIC 1 du distributeur
Référence bilatérale	Référence bilatérale attribuée par la société de gestion
Numéro de compte du Bénéficiaire	
Intermédiaire tiers	TCC du distributeur lorsqu'il est différent de l'émetteur d'ordre Code BIC ou code affilié du TCC lorsqu'il est différent de l'émetteur d'ordre.
Numéro de compte de l'intermédiaire tiers	
Caractéristiques de condition et de Règlement / Livraison	
Droit d'entrée	Exprimé en pourcentage – conditions de droits à appliquer.
Droit acquis à l'OPCVM	Exprimé en pourcentage cet élément n'est pas nécessairement détaillé, mais il est inclus dans les droits d'entrée (ou de sortie ci dessus) ainsi que dans la rubrique total ci-dessous
Total des droits d'entrées	Exprimé en pourcentage – conditions de droits à appliquer donnée indispensable à la prise d'ordre d'un client et à transmission
Montant net	
Date de R/L	Concerne seulement les professionnels

3.2. Contenu d'une confirmation d'exécution

Dans le cas de confirmation d'exécution passée selon un format Swift, il convient de se référer aux règles de marchés publiées par le FFMPG

Données	Utilisation – précisions – restrictions
Informations générales et à caractère technique	
Référence technique de l'émetteur	
Date et horaire d'émission	
Référence d'ordre	Référence de l'ordre (« master reference ») permettant notamment de lier des ordres multiples (e.g. switch).
Détail de la confirmation de l'ordre	
Date de centralisation	« Confirmed trade date » Correspond à la date de centralisation par le centralisateur des ordres ; un ordre envoyé un mardi pour un OPCVM centralisant le jeudi devra comporter la date du jeudi comme date de l'ordre.
Place	Lieu de centralisation Dans les cas potentiellement ambigus : FR pour un OPCVM luxembourgeois centralisé en France auprès d'un centralisateur local, LU pour un OPCVM détenu chez un teneur de registre luxembourgeois.
Sens / type d'ordre	Souscription / Rachat.
Option de dividende	Distribution ou réinvestissement.
Devise	
Quantité	En unité ou en montant
VL	Valeur Liquidative de l'OPCVM appliquée à l'ordre.
Commission du TCC	
Taux de change	
TVA	
Montant net à régler	
Libellé valeur	
Code valeur	Une place de cotation est ajoutée pour distinguer les fonds étrangers qui sont souscrits directement auprès du teneur de registre étranger de ceux qui sont souscrits auprès de l'agent de transfert local en France (centralisateur).
Les parties concernées	
Émetteur d'ordre	L'émetteur d'ordres est l'affilié Euroclear France qui agira dans le R/L. Dans le cas de l'utilisation de SWIFT, il s'agira du code BIC ou code EUROCLEAR FRANCE dans le cas d'un IF ayant plusieurs codes affiliés. Code affilié dans le cas d'ordres passés par téléphone.
Numéro de compte du émetteur d'ordre	
Distributeur	Client final ou plus généralement signataire du contrat de distribution sur l'OPCVM concerné.
Code Distributeur	Code BIC ou BIC 1 du distributeur.
Référence bilatérale	Référence bilatérale attribuée par la société de gestion.

Données	Utilisation – précisions – restrictions
Numéro de compte du Bénéficiaire	
Intermédiaire tiers	TCC du distributeur lorsqu'il est différent de l'émetteur d'ordre Code BIC ou code affilié du TCC lorsqu'il est différent de l'émetteur d'ordre.
Numéro de compte de l'intermédiaire tiers	
Caractéristiques de condition et de Règlement / Livraison	
Droit d'entrée	Exprimé en pourcentage.
Droit acquis à l'OPCVM	Exprimé en pourcentage.
Total des droits d'entrées	Exprimé en pourcentage – conditions de droits à appliquer donnée indispensable à la prise d'ordre d'un client et à transmission.
Montant net à régler	Montant définitif figurant sur le décompte.
Date de R/L	Concerne seulement les professionnels.

3.3. Modèle de fichier normé

3.3.1. Fichier données émetteur

Numéro d'identification	Personne physique ou morale	CIVILITE	NOM ou Raison Sociale	PRENOM	NOM de JEUNE FILLE	Prénom du conjoint	Situation de famille	Régime matrimonial	N° de SIRET / SIREN si personne morale	DEBUT ADRESSE	BATIMENT	RUE	COMPLEMENT ADRESSE	CODE POSTAL	VILLE	PAYS	EMAIL
N	O	O	O	O	N	N	N	N	N	N	N	O	N	O	O	O	N
non obligatoire	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE si personne physique	Obligatoire si couple ou Madame	Obligatoire si couple	OBLIGATOIRE si personne physique	non obligatoire	Obligatoire si personne morale	non obligatoire	non obligatoire	OBLIGATOIRE	non obligatoire	OBLIGATOIRE Si France	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	non obligatoire

DEBUT ADRESSE FISCALE	BATIMENT (ADRESSE FISCALE)	RUE (ADRESSE FISCALE)	COMPLEMENT ADRESSE (ADRESSE FISCALE)	CODE POSTAL (ADRESSE FISCALE)	VILLE (ADRESSE FISCALE)	PAYS (ADRESSE FISCALE)	DATE DE NAISSANCE DU CLIENT	COMMUNE DE NAISSANCE DU CLIENT	CODE INSEE DE LA COMMUNE DE NAISSANCE	DEPARTEMENT DE NAISSANCE DU CLIENT	PAYS DE NAISSANCE DU CLIENT	NATIONALITE DU CLIENT	DATE DE NAISSANCE DU CONJOINT	COMMUNE DE NAISSANCE DU CONJOINT	CODE INSEE DE LA COMMUNE DE NAISSANCE DU CONJOINT	DEPARTEMENT DE NAISSANCE DU CONJOINT	PAYS DE NAISSANCE DU CONJOINT	NATIONALITE DU CONJOINT
N	N	N	N	N	N	N	O	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N
Ne renseigner que si différent de l'adresse postale	Ne renseigner que si différent de l'adresse postale	Ne renseigner que si différent de l'adresse postale	Ne renseigner que si différent de l'adresse postale	Ne renseigner que si différent de l'adresse postale	Ne renseigner que si différent de l'adresse postale	Ne renseigner que si différent de l'adresse postale	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE SI NE(E) EN FRANCE	non obligatoire	OBLIGATOIRE SI NE(E) EN FRANCE	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE SI COUPLE OU INDIVIDU MARIE	OBLIGATOIRE SI COUPLE OU INDIVIDU MARIE	non obligatoire	OBLIGATOIRE SI COUPLE OU INDIVIDU MARIE ET SI NE(E) EN FRANCE	OBLIGATOIRE SI COUPLE OU INDIVIDU MARIE	OBLIGATOIRE SI COUPLE OU INDIVIDU MARIE

CODE LANGUE	CODE RESIDENCE FISCALE	CODE RESIDENCE MONETAIRE	PAYS MONETAIRE	DEVISE DU PAYS	MODE PAIEMENT	RIB	TIERCE DISTRIBUTEUR	REFERENCE DE SOUSCRIPTION	CODE ISIN	Nombre de décimales de l'opcm	QUANTITE	PRIX DE REVIENT UNITAIRE	MONTANT SOUSCIT HORS DROITS ENTREE	MONTANT INVESTI AVEC DROITS ENTREE	DATE ACQUISITION	DATE DE DISPONIBILITE	NATURE EUROCLER	NUMERO ADHERENT (teneur de compte)
O	O	O	O	O	O	N	O	N	O	O	O	O	O	O	O	O	O	N
OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	Non obligatoire	OBLIGATOIRE	non obligatoire	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	Calculee	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE	OBLIGATOIRE SI ADMINISTRÉ

Attention : fichier en 3 parties pour l'annexe de la charte AFTI
 Pour une utilisation en production, merci d'utiliser ce fichier sur 1 ligne : si besoin, demander à Florence Dwyer (florence.dwyer@bnpparibas.com) la version de production
 Par ailleurs, en cas de non utilisation de colonnes,, il convient de ne pas les supprimer mais de les masquer uniquement

3.3.2. Code langue

(<http://www.iso.org/iso/fr/home.htm>)

Language	Code ISO 2	Language	Code ISO 2	Language	Code ISO 2
Abkhazian	AB	Japanese	JA	Swahili	SW
Afar	AA	Javanese	JW	Swedish	SV
Afrikaans	AF	Kannada	KN	Tagalog	TL
Albanian	SQ	Kashmiri	KS	Tajik	TG
Amharic	AM	Kazakh	KK	Tamil	TA
Arabic	AR	Kinyarwanda	RW	Tatar	TT
Armenian	HY	Kirghiz	KY	Tegulu	TE
Assamese	AS	Kirundi	RN	Thai	TH
Aymara	AY	Korean	KO	Tibetan	BO
Azerbaijani	AZ	Kurdish	KU	Tigrinya	TI
Bashkir	BA	Laotian	LO	Tonga	TO
Basque	EU	Latin	LA	Tsonga	TS
Bengali, Bangla	BN	Latvian, Lettish	LV	Turkish	TR
Bhutani	DZ	Lingala	LN	Turkmen	TK
Bihari	BH	Lithuanian	LT	Twi	TW
Bislama	BI	Macedonian	MK	Ukrainian	UK
Breton	BR	Malagasy	MG	Urdu	UR
Bulgarian	BG	Malay	MS	Uzbek	UZ
Burmese	MY	Malayalam	ML	Vietnamese	VI
Byelorussian	BE	Maltese	MT	Volapuk	VO
Cambodian	KM	Maori	MI	Welsh	CY
Catalan	CA	Marathi	MR	Wolof	WO
Chinese	ZH	Moldavian	MO	Xhosa	XH
Corsican	CO	Mongolian	MN	Yiddish	JI
Croatian	HR	Nauru	NA	Yoruba	YO
Czech	CS	Nepali	NE	Zulu	ZU
Danish	DA	Norwegian	NO		
Dutch	NL	Occitan	OC		
English, American	EN	Oriya	OR		
Esperanto	EO	Oromo, Afan	OM		
Estonian	ET	Pashto, Pushtu	PS		
Faeroese	FO	Persian	FA		
Fiji	FJ	Polish	PL		
Finnish	FI	Portuguese	PT		
French	FR	Punjabi	PA		
Frisian	FY	Quechua	QU		
Gaelic (Scots Gaelic)	GD	Rhaeto-Romanic	RM		
Galician	GL	Romanian	RO		
Georgian	KA	Russian	RU		
German	DE	Samoan	SM		
Greek	EL	Sangro	SG		
Greenlandic	KL	Sanskrit	SA		
Guarani	GN	Serbian	SR		
Gujarati	GU	Serbo-Croatian	SH		
Hausa	HA	Sesotho	ST		
Hebrew	IW	Setswana	TN		
Hindi	HI	Shona	SN		
Hungarian	HU	Sindhi	SD		
Icelandic	IS	Singhalese	SI		
Indonesian	IN	Siswati	SS		
Interlingua	IA	Slovak	SK		
Interlingue	IE	Slovenian	SL		
Inupiak	IK	Somali	SO		
Irish	GA	Spanish	ES		
Italian	IT	Sudanese	SU		

3.3.3. Code Pays

LIBELLE PAYS	CODE PAYS ... ISO 3	PAYS MONETAIRE	DEVISE DU PAYS	CODE LANGUE	CODE RESIDENCE MONETAIRE	MODE PAIEMENT ...	CODE RESIDENCE FISCALE
ABU DHABI	XAB	XAB	AED	A	NR	I	5
AFGHANISTAN	AFG	AFG	AFA	A	NR	I	5
AFRIQUE DU SUD	ZAF	ZAF	ZAR	A	NR	I	5
ALBANIE	ALB	ALB	ALL	A	NR	I	5
ALGERIE	DZA	DZA	DZD	A	NR	I	5
ALLEMAGNE	DEU	DEU	EUR	B	NR	I	3
ANDORRE	AND	AND	EUR	E	NR	I	5
ANGOLA	AGO	AGO	AOR	P	NR	I	5
ANGUILLA	AIA	AIA	XCD	A	NR	I	5
ANTARTIQUE	ATA	ATA	NOK	A	NR	I	5
ANTIGUA	ATG	ATG	XCD	A	NR	I	5
ANTILLES NEERLANDAIS	ANT	ANT	ANG	O	NR	I	5
ARABIE SAOUDITE	SAU	SAU	SAR	A	NR	I	5
ARGENTINE	ARG	ARG	ARS	E	NR	I	5
ARMENIE	ARM	ARM	AMD	A	NR	I	5
ARUBA	ABW	ABW	NLG	O	NR	I	5
AUSTRALIE	AUS	AUS	AUD	A	NR	I	5
AUTRICHE	AUT	AUT	EUR	B	NR	I	3
AZERBAIDJAN	AZE	AZE	AZM	A	NR	I	5
BAHAMAS	BHS	BHS	BSD	A	NR	I	5
BAHREIN	BHR	BHR	BHD	A	NR	I	5
BANGLADESH	BGD	BGD	BDT	A	NR	I	5
BARBADE	BRB	BRB	BBD	A	NR	I	5
BELARUS	BLR	BLR	BYB	A	NR	I	5
BELGIQUE	BEL	BEL	EUR	A	NR	I	3
BELIZE	BLZ	BLZ	BZD	A	NR	I	5
BENIN	BEN	BEN	XOF	F	NR	I	5
BERMUDES	BMU	BMU	BMD	A	NR	I	5
BHOUTAN	BTN	BTN	BTN	A	NR	I	5
BOLIVIE	BOL	BOL	BOB	E	NR	I	5
BOSNIE HERZEGOVINE	BIH	BIH	BAM	T	NR	I	5
BOTSWANA	BWA	BWA	BWP	A	NR	I	5
BRESIL	BRA	BRA	BRL	P	NR	I	5
BRUNEI	BRN	BRN	BND	A	NR	I	5
BULGARIE	BGR	BGR	BGN	A	NR	I	5
BURKINA FASO	BFA	BFA	XOF	F	NR	I	5
BURUNDI	BDI	BDI	BIF	F	NR	I	5
CAMBODGE	KHM	KHM	KHR	A	NR	I	5
CAMEROUN	CMR	CMR	XAF	A	NR	I	5
CANADA	CAN	CAN	CAD	A	NR	I	5
CAP-VERT	CPV	CPV	CVE	P	NR	I	5

CENTRAFRIQUE	CAF	CAF	XAF	A	NR	I	5
CEUTA ET MELILLA	XCM	XCM	ESP	E	NR	I	5
CHILI	CHL	CHL	CLP	E	NR	I	5
CHINE	CHN	CHN	CNY	A	NR	I	5
CHYPRE	CYP	CYP	CYP	A	NR	I	3
COLOMBIE	COL	COL	COP	E	NR	I	5
COMORES	COM	COM	KMF	A	NR	I	5
CONGO	COG	COG	XAF	F	NR	I	5
COREE DU NORD	PRK	PRK	KPW	A	NR	I	5
COREE DU SUD	KOR	KOR	KRW	A	NR	I	5
COSTA RICA	CRI	CRI	CRC	E	NR	I	5
COTE D'IVOIRE	CIV	CIV	XOF	F	NR	I	5
CROATIE	HRV	HRV	HRK	A	NR	I	5
CUBA	CUB	CUB	CUP	E	NR	I	5
DANEMARK	DNK	DNK	EUR	C	NR	I	3
DJIBOUTI	DJI	DJI	DJF	A	NR	I	5
DOMINIQUE	DMA	DMA	XCD	A	NR	I	5
DUBAI	XDU	XDU	AED	A	NR	I	5
EGYPTE	EGY	EGY	EGP	A	NR	I	5
EL SALVADOR	SLV	SLV	SVC	E	NR	I	5
EMIRATS ARABES UNIS	ARE	ARE	AED	A	NR	I	5
EQUATEUR	ECU	ECU	ECS	E	NR	I	5
ERYTHREE	ERI	ERI	ETB	A	NR	I	5
ESPAGNE	ESP	ESP	EUR	E	NR	I	3
ESTONIE	EST	EST	EEK	D	NR	I	3
ETATS-UNIS	USA	USA	USD	A	NR	I	5
ETHIOPIE	ETH	ETH	ETB	A	NR	I	5
FEDERATION DE RUSSIE	RUS	RUS	RUB	A	NR	I	5
FIDJI	FJI	FJI	FJD	A	NR	I	5
FINLANDE	FIN	FIN	EUR	G	NR	I	3
FRANCE	FRA	FRA	EUR	F	R	C	1
GABON	GAB	GAB	XAF	F	NR	I	5
GAMBIE	GMB	GMB	GMD	A	NR	I	5
GEORGIE	GEO	GEO	GEL	A	NR	I	5
GHANA	GHA	GHA	GHC	A	NR	I	5
GIBRALTAR	GIB	GIB	GIP	A	NR	I	5
GRECE	GRC	GRC	EUR	A	NR	I	3
GRENADE	GRD	GRD	XCD	A	NR	I	5
GROENLAND	GRL	GRL	DKK	C	NR	I	5
GUADELOUPE	GLP	FRA	EUR	F	R	C	1
GUAM	GUM	GUM	USD	A	NR	I	5
GUATEMALA	GTM	GTM	GTQ	E	NR	I	5
GUINEE	GIN	GIN	GNF	F	NR	I	5
GUINEE EQUATORIALE	GNQ	GNQ	XAF	E	NR	I	5
GUINEE-BISSAU	GNB	GNB	GWP	P	NR	I	5
GUYANE	GUY	GUY	GYD	F	NR	I	5
GUYANE FRANCAISE	GUF	FRA	EUR	F	R	C	1
HAITI	HTI	HTI	HTG	F	NR	I	5
HEARD ET MC DONALD	HMD	HMD	AUD	A	NR	I	5

HONDURAS	HND	HND	HNL	E	NR	I	5
HONG-KONG	HKG	HKG	HKD	A	NR	I	5
HONGRIE	HUN	HUN	HUF	H	NR	I	3
ILE BOUVET	BVT	BVT	NOK	N	NR	I	5
ILE CHRISTMAS	CXR	CXR	AUD	A	NR	I	5
ILE DE GUERNESEY	GGE	GGE	GBP	A	NR	I	5
ILE DE JERSEY	JER	JER	GBP	A	NR	I	5
ILE DE MAN	IMA	IMA	GBP	A	NR	I	5
ILE NORFOLK	NFK	NFK	AUD	A	NR	I	5
ILE PITCAIRN	PCN	PCN	NZD	A	NR	I	5
ILE SANDWICH GEORGIE	SGS	SGS	USD	A	NR	I	5
ILES CAIMANES	CYM	CYM	KYD	A	NR	I	5
ILES CANARIES	XIC	XIC	EUR	E	NR	I	3
ILES COCOS (KEELING)	CCK	CCK	AUD	A	NR	I	5
ILES COOK	COK	COK	NZD	A	NR	I	5
ILES FALKLAND	FLK	FLK	FKP	A	NR	I	5
ILES FEROE	FRO	FRO	DKK	C	NR	I	5
ILES MARSHALL	MHL	MHL	USD	A	NR	I	5
ILES MINEURS USA	UMI	UMI	USD	A	NR	I	5
ILES SALOMON	SLB	SLB	SBD	A	NR	I	5
ILES TURKS - CAIQUES	TCA	TCA	USD	A	NR	I	5
INCONNU	***	***	EUR	A	NR	I	5
INDE	IND	IND	INR	A	NR	I	5
INDONESIE	IDN	IDN	IDR	J	NR	I	5
IRAN	IRN	IRN	IRR	A	NR	I	5
IRAQ	IRQ	IRQ	IQD	A	NR	I	5
IRLANDE	IRL	IRL	EUR	A	NR	I	3
ISLANDE	ISL	ISL	ISK	A	NR	I	5
ISRAEL	ISR	ISR	ILS	A	NR	I	5
ITALIE	ITA	ITA	EUR	I	NR	I	3
JAMAIQUE	JAM	JAM	JMD	A	NR	I	5
JAPON	JPN	JPN	JPY	A	NR	I	5
JORDANIE	JOR	JOR	JOD	A	NR	I	5
KAZAKHSTAN	KAZ	KAZ	KZT	A	NR	I	5
KENYA	KEN	KEN	KES	A	NR	I	5
KIRGHIZISTAN	KGZ	KGZ	KGS	A	NR	I	5
KIRIBATI	KIR	KIR	AUD	A	NR	I	5
KOWEIT	KWT	KWT	KWD	A	NR	I	5
LAOS	LAO	LAO	LAK	A	NR	I	5
LESOTHO	LSO	LSO	LSL	A	NR	I	5
LETTONIE	LVA	LVA	LVL	A	NR	I	3
LIBAN	LBN	LBN	LBP	A	NR	I	5
LIBERIA	LBR	LBR	LRD	A	NR	I	5
LIBYE	LBY	LBY	LYD	A	NR	I	5
LIECHTENSTEIN	LIE	LIE	CHF	B	NR	I	5
LITUANIE	LTU	LTU	LTL	A	NR	I	3
LUXEMBOURG	LUX	LUX	EUR	F	NR	I	3
MACAO	MAC	MAC	MOP	P	NR	I	5
MACEDOINE	MKD	MKD	MKD	A	NR	I	5

MADAGASCAR	MDG	MDG	MGA	A	NR	I	5
MALAISIE	MYS	MYS	MYR	M	NR	I	5
MALAWI	MWI	MWI	MWK	A	NR	I	5
MALDIVES	MDV	MDV	MVR	A	NR	I	5
MALI	MLI	MLI	XOF	A	NR	I	5
MALTE	MLT	MLT	MTL	A	NR	I	3
MARIANNES DU NORD	MNP	MNP	USD	A	NR	I	5
MAROC	MAR	MAR	MAD	F	NR	I	5
MARTINIQUE	MTQ	FRA	EUR	F	R	C	1
MAURICE	MUS	MUS	MUR	F	NR	I	5
MAURITANIE	MRT	MRT	MRO	A	NR	I	5
MAYOTTE	MYT	YMT	EUR	F	NR	I	5
MEXIQUE	MEX	MEX	MXN	E	NR	I	5
MICRONESIE ETATS FED	FSM	FSM	USD	A	NR	I	5
MOLDAVIE	MDA	MDA	MDL	A	NR	I	5
MONACO	MCO	MCO	EUR	F	NR	I	5
MONGOLIE	MNG	MNG	MNT	A	NR	I	5
MONTSERRAT	MSR	MSR	XCD	A	NR	I	5
MOZAMBIQUE	MOZ	MOZ	MZM	P	NR	I	5
MYANMAR (EX BIRMANIE	MMR	MMR	MMK	A	NR	I	5
NAMIBIE	NAM	NAM	NAD	A	NR	I	5
NAURU	NRU	NRU	AUD	A	NR	I	5
NEPAL	NPL	NPL	NPR	A	NR	I	5
NICARAGUA	NIC	NIC	NIO	E	NR	I	5
NIGER	NER	NER	XOF	F	NR	I	5
NIGERIA	NGA	NGA	NGN	A	NR	I	5
NIOUE	NIU	NIU	NZD	A	NR	I	5
NORVEGE	NOR	NOR	NOK	N	NR	I	5
NOUVELLE-CALEDONIE	NCL	NCL	XPF	F	NR	I	5
NOUVELLE-ZELANDE	NZL	NZL	NZD	A	NR	I	5
OCEAN INDIEN, TERRIT.	IOT	IOT	USD	A	NR	I	5
OCEANIE NEO ZELANDAI	XRN	XRN	NZD	A	NR	I	5
OMAN	OMN	OMN	OMR	A	NR	I	5
OUGANDA	UGA	UGA	UGX	A	NR	I	5
OUZBEKISTAN	UZB	UZB	UZS	A	NR	I	5
PAKISTAN	PAK	PAK	PKR	A	NR	I	5
PALAU	PLW	PLW	USD	A	NR	I	5
PALESTINE	PSE	PSE	ILS	A	NR	I	5
PANAMA	PAN	PAN	PAB	E	NR	I	5
PAPOUASIE NLE GUINEE	PNG	PNG	PGK	A	NR	I	5
PARAGUAY	PRY	PRY	PYG	E	NR	I	5
PAYS-BAS	NLD	NLD	EUR	O	NR	I	3
PEROU	PER	PER	PEN	E	NR	I	5
PHILIPPINES	PHL	PHL	PHP	A	NR	I	5
POLOGNE	POL	POL	PLN	Q	NR	I	3
POLYNESIE FRANCAISE	PYF	PYF	XPF	F	NR	I	5
PORTO RICO	PRI	PRI	USD	A	NR	I	5
PORTUGAL	PRT	PRT	EUR	P	NR	I	3
QATAR	QAT	QAT	QAR	A	NR	I	5

REPUBLIC DOMINICAINE	DOM	DOM	DOP	A	NR	I	5
REPUBLIQUE DU CONGO	COD	COD	CDF	F	NR	I	5
REPUBLIQUE TCHEQUE	CZE	CZE	CZK	T	NR	I	3
REUNION	REU	FRA	EUR	F	R	C	1
ROUMANIE	ROU	ROU	RON	R	NR	I	5
ROYAUME-UNI	GBR	GBR	GBP	A	NR	I	3
RWANDA	RWA	RWA	RWF	A	NR	I	5
SAHARA OCCIDENTAL	ESH	ESH	MAD	A	NR	I	5
SAINT KITTS & NEVIS	KNA	KNA	XCD	A	NR	I	5
SAINTE-HELENE	SHN	SHN	SHP	A	NR	I	5
SAINTE-LUCIE	LCA	LCA	XCD	A	NR	I	5
SAINT-MARIN	SMR	SMR	ITL	I	NR	I	5
SAINT-PIERRE-ET-MIQU	SPM	SPM	EUR	F	NR	I	5
SAINT-VINCENT-ET-GRE	VCT	VCT	XCD	A	NR	I	5
SAMOA AMERICAINES	ASM	ASM	USD	A	NR	I	5
SAMOA OCCIDENTALES	WSM	WSM	WST	A	NR	I	5
SAO TOME-ET-PRINCIPE	STP	STP	STD	I	NR	I	5
SENEGAL	SEN	SEN	XOF	F	NR	I	5
SERBIE ET MONTENEGRO	SCG	SCG	CSD	A	NR	I	5
SEYCHELLES	SYC	SYC	SCR	A	NR	I	5
SHARJAH	XSH	XSH	AED	A	NR	I	5
SIERRA LEONE	SLE	SLE	SLL	A	NR	I	5
SINGAPOUR	SGP	SGP	SGD	A	NR	I	5
SLOVAQUIE	SVK	SVK	SKK	U	NR	I	3
SLOVENIE	SVN	SVN	SIT	W	NR	I	3
SOMALIE	SOM	SOM	SOS	A	NR	I	5
SOUDAN	SDN	SDN	SDD	A	NR	I	5
SRI LANKA	LKA	LKA	LKR	A	NR	I	5
ST SIEGE - VATICAN	VAT	VAT	EUR	I	NR	I	5
SUEDE	SWE	SWE	SEK	S	NR	I	3
SUISSE	CHE	CHE	CHF	A	NR	I	5
SURINAME	SUR	SUR	SRD	O	NR	I	5
SVALBARD ET ILE JAN	SJM	SJM	NOK	N	NR	I	5
SWAZILAND	SWZ	SWZ	SZL	A	NR	I	5
SYRIE	SYR	SYR	SYP	A	NR	I	5
TADJIKISTAN	TJK	TJK	TJR	A	NR	I	5
TAIWAN	TWN	TWN	TWD	A	NR	I	5
TANZANIE	TZA	TZA	TZS	A	NR	I	5
TCHAD	TCD	TCD	XAF	F	NR	I	5
TERRES AUSTRALES FRA	ATF	ATF	EUR	F	NR	I	5
THAILANDE	THA	THA	THB	A	NR	I	5
TIMOR-LESTE	TLS	TLS	USD	A	NR	I	5
TOGO	TGO	TGO	XOF	F	NR	I	5
TOKELAOU	TKL	TKL	NZD	A	NR	I	5
TONGA	TON	TON	TOP	A	NR	I	5
TRINITE ET TOBAGO	TTO	TTO	TTD	A	NR	I	5
TUNISIE	TUN	TUN	TND	A	NR	I	5
TURKMENISTAN	TKM	TKM	TMM	A	NR	I	5
TURQUIE	TUR	TUR	TRY	A	NR	I	5

TUVALU	TUV	TUV	AUD	A	NR	I	5
UKRAINE	UKR	UKR	UAH	A	NR	I	5
URUGUAY	URY	URY	UYU	E	NR	I	5
VANUATU	VUT	VUT	VUV	A	NR	I	5
VENEZUELA	VEN	VEN	VEB	E	NR	I	5
VIERGES AMERICAINES	VIR	VIR	USD	A	NR	I	5
VIERGES BRITANQUES	VGB	VGB	USD	A	NR	I	5
VIET NAM	VNM	VNM	VND	V	NR	I	5
WALIS ET FUTUNA	WLF	WLF	XPF	F	NR	I	5
YEMEN	YEM	YEM	YER	A	NR	I	5
ZAMBIE	ZMB	ZMB	ZMK	A	NR	I	5
ZIMBABWE	ZWE	ZWE	ZWD	A	NR	I	5